

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

**I F** Boîte Postale 134, Paris-20<sup>e</sup>  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LÉNINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

1<sup>re</sup> ANNEE N° 15  
JEUDI 5 JUIN

## Tempête révolutionnaire en Amérique du Sud



*Les peuples latino-américains opposent leur violence révolutionnaire à la violence fasciste des troupes gouvernementales, valets de l'impérialisme yankee.*



La visite de Rockefeller, envoyé spécial de l'impérialisme américain en Amérique Latine, a récolté partout la juste haine des peuples. Une formidable tempête a soulevé travailleurs et étudiants dans un même combat contre l'hideuse agression de l'impérialisme américain et des régimes à sa solde (voir détails dans « La Semaine de Lutte » page 6).

EN ARGENTINE, le peuple s'est soulevé, notamment à Cordoba contre un de ces régimes militaro-fascistes. En voici quelques détails par ordre chronologique :

● 4 étudiants sont tués par la police à Corrientes et Rosario, lors de manifestations pour la démocratisation de l'enseignement.

● Grève générale et état de siège à Rosario où la radio est prise par les universitaires et des fusillades sont déclenchées contre la police.

● Arrestation de R. Ongaro, dirigeant de la C.G.T. « rebelle » favorable aux insurgés.

● La révolte gagne la classe ouvrière. Emeutes ouvrières et étudiantes dans 12 villes du pays. Barricades à Buenos-Aires.

● Grève des policiers à Tucuman.

● Grève générale dans tout le pays malgré son interdiction par le gouvernement fasciste d'Onganía qui met en place des conseils de guerre pouvant prononcer des peines de mort immédiates.

● Insurrection populaire à Cordoba où des milliers d'ouvriers de l'automobile et d'étudiants édifient des barricades. L'armée les attaque à la mitrailleuse et au bazooka. 30 morts.

● L'insurrection s'étend à Buenos-Aires, Santa-Fe, Mar del Plata, Tucuman et Salta.

A CURAÇAO, néo-colonie hollandaise des Antilles, l'intervention hollandaise et la menace des marines U.S. contre le peuple insurgé, montre un nouveau stade d'une crise aiguë qui ne prendra fin qu'avec la mort de l'impérialisme et la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous reviendrons sur ces glorieuses luttes prochainement. Voici quelques détails des événements de la semaine à Curaçao :

● Manifestations des grévistes des raffineries Shell et des constructions métalliques Werkspoor. Un dirigeant syndicaliste est tué par la police.

● Les manifestations deviennent insurrectionnelles. L'armée hollandaise, appelée au secours du gouvernement « autonome » est débordée : 10 morts. Les insurgés incendient les raffineries et les banques de Willenstad et contrôlent la radio. Etat de siège.

## APRÈS le 1<sup>er</sup> TOUR de la FARCE ÉLECTORALE

— Au moment où nous allons mettre sous presse le présent numéro, sont connus depuis peu les résultats du premier tour du scrutin pour la désignation du Président de la République des monopoles.

D'ores et déjà quelques enseignements peuvent être dégagés des chiffres, mais le temps nous manque pour les rassembler de manière rédactionnelle.

La position exposée dans l'article de Raymond Casas nous paraît confirmée par le résultat particulièrement dérisoire du candidat trotskyste, qui n'a absolument pas mordu sur la classe ouvrière.

Il importe plus que jamais de dénoncer l'opération électoraliste à laquelle il s'est livré en essayant de récupérer le capital des grandes journées révolutionnaires de mai-juin 1968. Il est clair désormais qu'il n'a pas trompé l'essentiel des forces de ce printemps révolutionnaire. L'utilisation de la tribune électoraliste qui paraissait si séduisante à d'aucun ne s'est nullement traduite par le regroupement sur le nom de Krivine des suffrages des ouvriers d'avant-garde,

dont le nombre est sans nul doute autrement important, fort heureusement, que celui atteint par la « Ligue trotskyste ».

Autrement grave doit être considéré le résultat du candidat révisionniste Jacques Duclos. Il importe d'en effectuer une sérieuse analyse, et nous ne doutons pas qu'elle vienne confirmer avec éclat le bien-fondé de notre campagne contre le « gauchisme », contre les excès de certains groupes non prolétariens, qui favorisent concrètement l'entreprise mystificatrice des dirigeants révisionnistes. Notre mot d'ordre fondamental reste plus que jamais à l'ordre du jour : « il faut arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne ». Sans la réalisation victorieuse de ce préalable aucun pas en avant ne saurait être décisif.

Nous demandons à nos lecteurs, à nos diffuseurs, aux Comités de défense de l'Humanité Rouge de nous faire connaître leurs points de vue sur la situation résultant de ce premier tour de scrutin, afin qu'avec eux nous puissions affirmer une juste attitude dans notre prochain numéro avant le second tour, et procéder à une analyse plus complète.

H. R.

## LACHE AGRESSION REVISO-FASCISTE CONTRE RAYMOND CASAS

Ancien secrétaire politique  
du Parti Communiste Marxiste-Léniniste  
de France interdit le 12 juin 1968

Raymond, comme l'appellent fraternellement tous les militants marxistes-léninistes qui l'ont approché, ainsi que les centaines d'ouvriers métallurgistes au milieu desquels il a milité contre le patronat depuis 25 ans, Raymond a été agressé sur ordre des dirigeants traitres et rênégats à la classe ouvrière.

Des étudiants révolutionnaires avaient demandé avec insistance qu'il soit candidat à la Présidence de la République. C'est pourquoi nous lui avions demandé de nous adresser un article, que nous avons justement reçu en même temps que la nouvelle du lâche attentat dont il a été l'objet.

Quelle plus digne et plus cinglante riposte, que la publication de cet article, sans sous-estimer l'action des militants et de tous les travailleurs pour défendre activement notre camarade.

Nous publions, page 6, l'information qui a été communiquée à toute la presse le 29 mai et, dans cette même page, l'article de Raymond Casas : « Electoralisme et trotskisme ».

## ELECTORALISME ET TROTSKYSME

par Raymond CASAS

Un double courant existe chez les marxistes-léninistes. Il y a nécessité de mettre cette question « sur le tapis » car il s'agit en fait de la naissance d'une contradiction au sein du peuple, il s'agit d'une question fondamentale.

Les uns, en majorité de jeunes intellectuels regrettent et reprochent l'absence d'un candidat marxiste-léniniste dans la course à l'Elysée.

Les autres, il s'agit le plus souvent des ouvriers, s'en tiennent à la dénonciation de la mascarade électorale organisée par le pouvoir bourgeois. Bien entendu, cette contradiction n'existe qu'en fonction de la présence de Krivine dans la « course-farce » électorale, la présence d'un « outsider gauchiste » prétendant parler sur les ondes bourgeoises au nom de tous les révolutionnaires, sème une certaine confusion. C'est le moins qu'on puisse dire, d'autant plus que beaucoup de ses arguments sont justes, sont les nôtres. Et certains camarades de relire « La Maladie Infantile » afin de rechercher chez Lénine la confirmation magistrale de notre erreur de position.

Or l'erreur suppose un choix préalable ; pour nous, marxistes-léninistes, est-il besoin de rappeler que ce choix n'existe pas — nous sommes condamnés à nager à contre-courant, aussi longtemps que nous n'aurons pas conquis une avant-garde révolutionnaire, prolétarienne et conséquente. Aussi longtemps que les masses ne nous auront pas reconnus et adoptés comme nouvelle avant-garde de la classe ouvrière (avant le travail de masse, il y a le travail dans les masses).

Tout ce que nous pourrions faire en dehors d'un appui suffisant des masses à notre endroit pour présenter une telle candidature ne pourrait être qu'un compromis honteux et malhonnête avec l'ennemi de classe pour qu'il vous octroie sa caution politique.

Est-il besoin de répéter que Krivine doit sa (suite page 8).

SOUSCRIPTION NATIONALE

Initiales	Ville	Somme (F)
M.L.	Saint-Florentin	15
Mlle C.	Fontenay-au-Roses	200
C.E.	Rosny	5
Normaliens	Chambéry	100
S.C.	Albertville	14,40
S.R.	La Rochelle	10
J.P.B.	Pignans	50
J.L.	Combs-la-Ville	5
Cercle H.R.	Nantes	45
Cercle H.R.	Aix-en-Provence	100
Cercle H.R.	Toulouse	32
Cercle H.R.	Ivry	150
A.J.	Censier	250
S.V.	Callac	10
A. (versement mensuel)	Le Mans	50
Groupe de sympathisants	Paris 12 <sup>e</sup>	25
Amicale C.H.R. de Saint-Antoine (médecine)	Paris	100
	Paris	700
<b>Total général</b>		<b>14 136,60</b>

CAMARADES DIFFUSEURS DES C.D.H.R. !  
 POUR SAUVER « L'HUMANITE-ROUGE »  
 REGLEZ VOS DETTES IMMEDIATEMENT

Brusquement la situation financière de « L'Humanité-Rouge » vient de s'aggraver. Au moment précis, comme par hasard, où s'accroît sensiblement sa diffusion. Ce qui pourrait paraître contradictoire, si un examen attentif de son bilan financier ne nous avait révélé la cause du mal.

Le déficit, disons la dette courante, dont on espère toujours qu'elle sera couverte par des rentrées ultérieures, vient de passer d'une somme de l'ordre du millions (anciens francs) à près du double ! La « cote d'alerte » est atteinte.

Voici les raisons précises de cette situation :

1° Les rentrées des chèques de virements à notre C.C.P. se font à un rythme anormalement lent. Des chèques d'avril ne nous ont pas encore été crédités. Nous avons adressé une réclamation vigoureuse au service des P. et T. Si l'on ajoute à ceux d'avril, les chèques plus récents, nous disposons d'environ 500 000 anciens francs à venir.

2° Des retards importants sont enregistrés dans le règlement de la diffusion militante, malgré nos rappels. Ces retards concernent la diffusion globale de 10 500 exemplaires environ. Soit une rentrée de l'ordre de plus d'un million d'anciens francs, que nous ne pouvons plus attendre.

Les C.D.H.R. qui doivent immédiatement examiner leur situation vis-à-vis de la trésorerie les suivants :

Aubagne, Aix-en-Provence, Amiens, Besançon, Bordeaux, Lille, Lyon, Cannes, Marseille, Montpellier, Rennes, Toulon, Valenciennes, Villeurbanne, etc.

Nous indiquons ces C.D.H.R. par ordre alphabétique, mais signalons que la gravité de leurs dettes est inégale. En effet, certains n'ont que des dettes relativement récentes, mais d'autres en ont qui sont très anciennes et qui risquent de nous placer dans une situation extrêmement grave.

Nous leur demandons, outre leurs règlements immédiats, de fixer leur diffusion au chiffre le plus précis pour éviter de « bouillonner ». Nous fixons notre tirage en conséquence et cela aide à nos économies.

Si ces dettes étaient soldées, la situation financière de notre journal serait de nouveau stabilisée et nous pourrions envisager le passage à 12 pages.

Pourquoi ces C.D.H.R. ont-ils de tels défauts ? Parce qu'ils n'ont certainement pas encore une claire conscience du caractère politique de la bataille de l'Humanité-Rouge.

Par contre voici quelques exemples de C.D.H.R. qui ont parfaitement compris l'importance de ce problème :

Clermont-Ferrand, Decazeville, Le Mans, Limoges, Nancy, Nantes, Orléans, Toulouse, etc.

Précisons enfin que la quasi totalité des C.D.H.R. de la région parisienne (dont le chiffre de diffusion approche les 5 000 exemplaires par semaine), se trouvent à jour de leurs règlements qui s'effectuent chaque jeudi.

C'est la diffusion militante qui peut, seule, assurer l'existence de l'Humanité-Rouge, en conjugaison avec la souscription nationale permanente et la recherche systématique d'économies au niveau des dépenses d'impression et expédition.

Les rentrées attendues des kiosques par le canal de N.M.P.P. doivent permettre de résorber totalement la dette, à condition que les C.D.H.R. et les virements postaux apportent régulièrement les fonds indispensables. La souscription permanente permettrait de passer à douze pages si était mis fin à la situation que nous venons d'exposer.

Sachons corriger nos défauts et insuffisances !

Nous gagnerons la bataille de l'Humanité-Rouge !

Une semaine de luttes

PROLONGEMENT DES GREVES PRECEDENTES

- ACIERIE SOLLAC A SEREMANGE (MOSELLE) : 3<sup>e</sup> semaine de grève pour l'augmentation des salaires.
- LAMINOIRS A FROID A THIONVILLE (MOSELLE) : 4<sup>e</sup> semaine de grève pour l'augmentation des salaires.
- LATIMIER A TARNOS (BASSES-PYRENEES) : 3<sup>e</sup> semaine d'occupation contre le prochain licenciement général.
- JOURNAL « COMBAT » : poursuite de la grève des travailleurs de l'imprimerie contre un licenciement et pour l'application de la convention de la presse ; poursuite du boycott par les travailleurs des N.M.P.P. de la diffusion de l'édition réalisée par des briseurs de grève.
- AIR FRANCE : 3<sup>e</sup> semaine de la grève des employés des services de mécanique pour l'augmentation des salaires et le travail en équipe.

DIMANCHE 25

- 3 000 JEUNES BASQUES protestent contre le sous-emploi dans leur région, manifeste notamment au Boucau-Tarnos.
- LES CHAUFFEURS ROUTIERS menacent, lors de leur congé, de bloquer les routes s'ils n'obtiennent pas, dans les 3 mois, une amélioration de leurs conditions de vie.
- L'ASSOCIATION NATIONALE DES AVOCATS réclament la suppression de la garde à vue et une révision du code de procédure pénale.
- CONSTITUTION DE L'UNION DES VIETNAMIENS DE FRANCE qui approuve le programme du F.N.L.

LUNDI 26

- PAPETERIES NAVARRE A RENNES ET TABAC DANS LA SARTHE : grève pour l'augmentation des salaires.
- DES CHRETIENS CONTESTATAIRES perturbent la reconquête nationale de l'épiscopat français en l'accusant d'être une caste hypocrite en collusion avec le capital. « Dans la lutte révolutionnaire que nous menons, vous êtes un obstacle ».

MARDI 27

- UGINE-SAVOIE : grève des ouvriers du « blooming » contre le travail du dimanche.
- CENTRE UNIVERSITAIRE DE VINCENNES : des étudiants empêchent le révisionniste Gisselbrecht de faire cours et le somment de s'expliquer sur ses écrits « antigauchistes » dans l'Humanité.
- CENTRE UNIVERSITAIRE DE MARSEILLE-LUMINY : grève des étudiants, enseignants et techniciens contre le manque de crédits.

MERCREDI 28

- LAMINOIRS A FROID DE THIONVILLE : reprise du travail après un vote à bulletin secret serré (176 pour, 131 contre).
- ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS : grève des élèves et manifestation devant le ministère de l'Éducation Nationale pour l'autonomie de l'école et l'équivalence des diplômes.

JEUDI 29

- PORTS DU HAVRE, MARSEILLE, BORDEAUX, ROUEN, SAINT-NAZAIRE ET LA ROCHELLE : grève des remorqueurs et des employés des engins portuaires contre la disparité de leurs salaires avec ceux des équipages du large.
- SIDERURGIE LORRAINE : début d'une semaine d'action de solidarité avec les grévistes de la Sollac, mais les syndicats la cloisonnent « au niveau des usines ».
- LES TRAVAILLEURS DE LA ZONE INDUSTRIELLE DU BOUCAU-TARNOS, unis aux grévistes de Catimier, manifestent à Bayonne pour protester contre la situation catastrophique de l'emploi dans la région (voir plus haut).
- SAVIEM A SURESNES : grève contre des sanctions à l'égard d'un délégué syndical.
- LES TECHNICIENS DE LA RECHERCHE : manifestation de solidarité aux grévistes de l'I.N.A.G. devant le ministère de la Recherche, pour la sécurité de l'emploi.
- TELEVISION SCOLAIRE : grève des réalisateurs pour l'augmentation des salaires.
- ECOLE DENTAIRE DE PARIS : grève des étudiants pour la réforme du recrutement et des études, et une gestion démocratique de l'école.
- 100 INTELLECTUELS ARGENTINS déposent une gerbe devant la statue de San Marin, à Paris, pour protester contre l'assassinat par la police argentine de quatre étudiants.

VENDREDI 30

- ACIERIE SOLLAC A SEREMANGE (MOSELLE) : les ouvriers se prononcent à 97 % pour la continuation de la grève.
- FACULTE DES SCIENCES DE PARIS : 200 étudiants manifestent, à nouveau, devant le bureau du doyen pour lui demander de s'expliquer devant une assemblée générale des étudiants.
- PLUSIEURS FACULTES refusent d'appliquer la décision gouvernementale sur l'équivalence de l'enseignement privé.
- COLLEGE SCIENTIFIQUE DU MANS : les étudiants occupent les locaux administratifs pour réclamer la nomination d'enseignants.

SAMEDI 31

- TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG : 12<sup>e</sup> grève en 12 semaines pour l'augmentation des salaires.

DIMANCHE 1<sup>er</sup> JUIN

- UNE DELEGATION DES AMIS DE « L'HUMANITE ROUGE » dépose des fleurs au Mur des Fédérés pour le 98<sup>e</sup> anniversaire de la Commune. Prise de parole et chants révolutionnaires indiquent le sens de ce geste : contre la trahison révisionniste, renouer avec la grande tradition révolutionnaire française.

AUX USINES RENAULT DU MANS - COURANT MINORITAIRE DANS LA C. G. T.

Des camarades ouvriers de la RNUR du Mans, nous envoient un de leur tract ainsi que le résultat des élections des délégués du personnel dans leur entreprise.

Nous saluons la lutte courageuse de ces camarades qui (comme ils le disent eux-mêmes) sont minoritaires dans la C.G.T. Cette lutte, cette bataille idéologique est nécessaire, très utile pour amener la grande majorité des travailleurs syndiqués et non syndiqués à se poser des questions et de trouver une solution à ces questions. Ces camarades ont engagé la lutte interne sur des principes justes, c'est très bien, qu'ils poursuivent cette lutte. Ces camarades se disent profondément attachés à la C.G.T. ; c'est un sentiment syndicaliste qui les honore, car pour eux, la C.G.T. représente encore l'organisation de lutte de classe, bien qu'ils sentent que quelque chose ne va pas.

Ce quelque chose, appelons-le par son nom, c'est le révisionnisme moderne devenu la nouvelle idéologie de la direction confédérale et de toutes les directions des fédérations d'industries et des unions départementales.

Peut-on espérer renverser la vapeur et reprendre les directions syndicales à ces traîtres ? Peut-on espérer balayer les Seguy et consorts et ramener la vieille centrale sur les rails de la lutte de classe ? Nous ne le pensons pas, car les faits ont prouvé que les révisionnistes ont l'appareil bien en main, et que pour garder leurs places et leurs

privilèges, ils n'hésitent devant aucune calomnie, aucune manœuvre allant même jusqu'à exclure un ou plusieurs militants, ou à saborder des syndicats entiers, en violation même de leurs propres statuts, quand ils jugent le danger minoritaire trop développé à leur gré. Par contre, nous pensons qu'il faut mener la lutte interne jusqu'au bout, au grand jour, sous le regard des travailleurs appelés à juger. Mais nous pensons aussi que l'avenir du syndicalisme révolutionnaire ne réside plus à la C.G.T., mais dans les comités de bases qui se sont créés en mai et qui ne cessent de voir le jour dans de nombreuses entreprises. De ces comités de bases doit sortir obligatoirement, dans une plus ou moins longue échéance, la centrale syndicale de lutte de classe, qui nous fait tant défaut actuellement.

Les bonzes syndicaux peuvent trahir puis exclure, ils préparent eux-mêmes la relève en agissant de la sorte, ils creusent leur propre tombe.

QUE SE PASSE-T-IL A LA C.G.T. ?  
 OU VA-T-ELLE ?

Les élections sont passées. Les résultats laissent apparaître une régression sensible de la représentation cégétiste (moins de 4 % environ).

Les orthodoxes nous diront qu'il y a eu des hauts et des bas. Mais dans le contexte actuel où un état de fait réel laissait entrevoir de nouvelles perspectives

à la classe ouvrière, nous nous sommes contentés de signer quelques pétitions.

Aussi une fraction de militants cégétistes, actuellement minoritaire sans doute, n'est pas restée figée dans une auto-satisfaction béate.

Nous n'exposerons pas ici la situation dans son ensemble. Nous relaterons quelques faits précis, locaux, et plus particulièrement attachés à l'usine Renault du Mans : en effet les travailleurs ne connaissent pas tous

1) la sombre histoire de la discothèque du C.E. Renault où un disque fut arbitrairement détruit n'étant pas jugé dans la ligne C.G.T.

2) Les critères qui ont joué pour la nomination du gérant de Valloir. La carte du P.C. est passée avant les capacités de gestion d'un autre candidat.

3) Les heurts aux portes de l'usine et sur le marché de Ponlieue dans lesquels on retrouve toujours les mêmes pour lutter contre qui ?... De soi-disant gauchistes (terme injustement employé puisqu'il devrait désigner des militants créés et entretenus par la bourgeoisie) qui ne sont que ceux qui ont secoué si durement en mai les bureaucraties syndicales somnolentes pour nous entraîner dans la grève que nous avons tous vécue, et qui nous ont, en fait, réappris le chemin de la lutte contre un régime et contre le capital.

Aujourd'hui, il est devenu monnaie courante de mener la lutte syndicale suivant les besoins politiques du P.C.F. Or si le

syndicalisme cégétiste est d'œuvrer pour le socialisme il ne doit en aucun cas freiner les ambitions de la base. Aucune initiative de lutte ne doit être rejetée systématiquement.

Seule, la base doit décider. Les responsables sont là surtout pour transmettre et discuter des revendications sociales... ou peut-être un jour politiques ?... CE CI EST TROP SOUVENT OUBLIE...

Notre syndicat pourra, si la base s'organise et reprend en main ce qui lui appartient : l'organisation de la lutte — pour ne s'en laisser déposséder par personne — retrouver des succès qui seront cette fois-ci incontestables.

D'autres organisations peuvent avoir une conception différente de la lutte des classes mais il est de notre devoir syndical autrement que par des coups de poings d'établir des contacts avec ces groupes qui sont, certes, minoritaires mais actifs.

La ligne orthodoxe ne manquera pas de faire une fois de plus appel au terme de « gauchiste », de nous accuser de faire le jeu de notre ennemi de classe. Nous pensons (puissions-nous en avoir le droit !) que les malaises existent, que nos véritables problèmes sont posés et que c'est dans la voie d'une véritable démocratie syndicale que la classe ouvrière ira dans la voie socialiste. Que personne ne s'y méprenne, les travailleurs qui ont rédigé ce tract restent profondément attachés à la C.G.T.

Un groupe de militants C.G.T.

# SUR LE FRONT OUVRIER

## GRANDIN (Montreuil)

— (Extrait de l' « Etincelle », bulletin du comité de base Adrienne Sauton de Grandin).

### UNE MASCARADE POUR NOUS ENDORMIR

— A propos de la loterie organisée par Grandin.

Grandin, avec ses 100 000 F, veut nous inciter à faire de la publicité pour sa sale boîte. C'est une sinistre manœuvre de participation. C'est le deuxième coup avec l'histoire de la « récupération » : « vous voulez récupérer le matin ou le soir ? ».

La participation, c'est nous faire croire que Grandin et nous avons des intérêts communs, donc de briser notre volonté de lutter contre Grandin pour la satisfaction de nos revendications. Et Grandin le prouve en lançant à Marceau une nouvelle vague d'augmentation des cadences en même temps que sa loterie-bidon.

Face à cette attaque, beaucoup d'ouvrières ont dit : « Grandin se fout de nous » et « il ferait mieux d'augmenter tout le monde ». Cette première réaction condamnait sans détours cette sinistre manœuvre.

Au cours de la loterie et de la mascarade du troisième, beaucoup d'ouvrières ont applaudi la remise de l'argent et le guignol Alamo.

Mais de retour sur chaîne, elles ont vu que la réalité n'avait pas changé. Notre sort ne s'est amélioré en rien et Grandin fait toujours autant de profits sur notre dos. Même plus : il nous sera impossible de lutter si nous tombons dans le piège de la participation.

Nous devons nous accrocher à notre première réaction : dénoncer cette loterie comme une stupidité, une manœuvre. Mais en rester là ne sera pas suffisant. Il faudra faire reculer Grandin par notre détermination à vouloir ce qui est logique : une augmentation de nos salaires !

**HALTE A LA PARTICIPATION !  
HALTE A LA DIVISION !  
AUGMENTATION DE NOS SALAIRES !**

### UNE NOUVELLE VAGUE D'AUGMENTATION DES CADENCES

Toutes, nous savons combien il était dur de tenir les rendements après la première vague d'augmentation des cadences de la rentrée 68. Voici une deuxième vague qui arrive à Marceau. Comme par hasard, juste au moment où Grandin essaie de nous endormir en faisant miroiter ses 100 000 F.

Or à quoi cela servirait-il de travailler plus ? A enrichir Grandin, uniquement ! Et même cela ne pourrait que se retourner contre nous. Car plus on travaille, plus le patron exige de nous en échange d'un salaire de misère invariable. Quand on a le doigt dans cet engrenage, le seul moyen de s'en sortir, c'est de briser l'engrenage.

Opposons-nous aux nouveaux rendements qu'on nous demande. On en fait déjà dix fois trop pour le salaire de misère qu'on nous donne.

**PAS UN EFFORT DE PLUS POUR L'EXPLOITEUR GRANDIN !**

## NANCY-Bâtiment

affiches réalisées par le « groupe rouge de combat de travailleurs révolutionnaires du bâtiment ».

### DENONÇONS !

Membre du Syndicat patronal-Bâtiment, membre de la commission paritaire des Prud'hommes, ce patron exploite honteusement près de 100 travailleurs. Une bonne dizaine de gardes-chiourmes répriment durement les ouvriers. *Travail et hygiène sont ceux des camps de la Mort.*

**Exemple :**  
Les travailleurs qui se rendent sur un chantier, à 40 km de Nancy, se lèvent, en plein hiver, à 5 heures du matin, sont pris en charge à 6 heures (parfois à plus de 2 km du domicile), pour arriver sur le lieu de travail à 7 heures précises. Le soir le départ est à 18 heures ; ils sont à la maison vers 19 h 30. *Partis durant 14 heures, les ouvriers nord-africains ne sont payés que 9 h 3/4.*

Les travailleurs prennent leur repas sur le chantier, dans des baraques infectes, où la gamelle est réchauffée dans des bacs à mortier. Il arrive que, totalement épuisés, ils ne trouvent pas le temps, le soir, de préparer le repas du lendemain : c'est sans nourriture qu'ils devront effectuer 10 heures de travail, sous la neige, dans le froid.

*Le patron, ce gangster de grand chemin, a pignon sur rue à Nancy. Cet affameur professionnel, ce buveur de sang, s'il refuse de payer les heures de route aux travailleurs, n'hésite pas à donner des biftecks à ses chats et de la viande à 15 F le kg à ses chiens. Les murs de ses appartements sont couverts de tapisserie à 80 F le m<sup>2</sup> et de carrelage à 120 F le m<sup>2</sup>...*

Tel est le vrai visage de ce patron du Bâtiment, charogne puante que nous devons abattre.

Dans toutes les entreprises, CREONS DES COMITES DE BASE !  
**TOUS UNIS A LA BASE POUR LA VICTOIRE FINALE !**

● La bombe de mai 68 ébranle le vieil édifice capitaliste : les murs se fissurent, des craquements s'échappent de cette tour maudite !

Ouvriers, paysans pauvres, étudiants révolutionnaires minent sans relâche.

● Le 27 avril 69, la bourgeoisie organise un référendum-plébiscite. Sous la poussée des masses populaires, lézardé par ses contradictions, un pan de l'édifice s'effondre : le Président de la République bourgeoise tombe !

● Aujourd'hui, les forces contre-révolutionnaires tentent de récupérer les agrégats du mur écroulé pour le reconstruire : arrivent de tous les horizons : planches (P.S.U.), madriers (P.C.F.), étais (Tixier), grue (Giscard),

L'Etat, instrument de la dictature de la bourgeoisie, permet le vol légal. Les patrons du Bâtiment forment une association de gangsters.

● **Abordons les salaires horaires :**

	Le client paie (*)	L'ouvrier reçoit
— manœuvre	10 F	3,08 F
— maçon	14 F	4,03 F
— chef	19 F	7,40 F

● Cette mafia ne peut se satisfaire de cette marge de bénéfices... Les patrons trouvent beaucoup plus avantageux le travail au forfait :

— agglos (m <sup>2</sup> ) de 20	43 F
de 12	32 F
— regards 30/30	120 F sans
0 100	650 F tampon
— coffrage (m <sup>2</sup> ) brut	21 F
fin	23 F

— enduits (m <sup>2</sup> )	
enduit feutré sur agglos	19 F
chape lissée	16 F
chape talochée	14 F
— béton (m <sup>3</sup> ) appui moulé	480 F
semelle	130 F
béton banché	140 F

*Le patron ne paie pas notre travail : sinon il verserait la valeur créée par le travail (soit pour un regard 30/30 : 120 F-30 F de matières premières = 90 F !).*

*Que nous paie le patron ? Si nous ne mangeons pas, si nous ne nous reposons pas, nous ne pouvons travailler. Le patron nous verse donc juste de quoi reconstituer nos forces.*

*La force de travail de l'ouvrier est une marchandise incluse dans le prix du regard, de la chape, de l'enduit...*

*Les patrons sont des voleurs ; ils sucent le sang des travailleurs.*

**A bas les oppresseurs du peuple !**

**Créons des comités de base pour renverser la dictature de la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat !**

plâtre (Poher), sable (Pompidou), tuiles (Deferre), ciment (Lecanuet)...

En votant NON, les masses laborieuses ont affirmé leur volonté de changement : elles veulent raser la place et rebâtir du neuf avec les matériaux de l'avenir.

**NON à l'électoratisme, au parlementarisme !**

Ouvriers, paysans pauvres, étudiants révolutionnaires, forçons nos pics ! Dressons nos échelles ! La Bastille est tombée ; le capitalisme disparaîtra !

Vive la lutte révolutionnaire !

Vive la lutte de classes !

Vive la dictature du prolétariat !

(\*) Salaire horaire hors-taxe. Barème SCA février 69, page 57.

## NORD-AVIATION (MEAULTE-SOMME)

— (Extrait du « Prolétaire », bulletin du conseil ouvrier d'Albert).

### A PROPOS DU RENDEZ-VOUS BIDON

Les syndicats de Nord-Aviation ont rencontré le ministre, tous ont le sourire, qu'en est-il vraiment ?

S'il est une chose que nous n'aimons pas au conseil ouvrier, c'est de faire de la critique non constructive, mais nous ne pouvons tolérer qu'une poignée de renégats trahisse et dupe les travailleurs en faisant de la collaboration de classe. Et c'est pour cette raison que nous nous tournons vers tous les véritables syndicalistes révolutionnaires afin qu'ils rappellent aux bonzillons des syndicats vendus à la bourgeoisie, en passe d'instaurer le fascisme, qu'il est grand temps d'être l'expression des travailleurs. Travailleurs ne pensez-vous pas qu'il faut :

— La consultation de la base.

— Condamner les discussions de couloir, ou le feutre du bureau directorial, n'est-ce pas Messieurs de F.O., carpettes poussiéreuses et démodées des salles d'attente de direction.

— Qu'il faut à l'avenir refuser tout entretient ayant un caractère de démagogie électorale pour les besoins des circonstances.

— Qu'il fallait dénoncer les promesses gratuites et mensongères du ministère des Armées. Les travailleurs savent que la charge de travail va s'éteindre pour mai 70, qu'aucun programme n'est prévu à court ou à long terme, et que ce n'est pas l'Air-bus en gestation sur les planches à dessin, financé par l'Allemagne à 80 %, qui donnera dans le cadre de la fusion Na-Sud-Sereb du pain sur la planche, à cette échéance critique.

— Réclamer la diminution des horaires de travail sans diminution de salaire, l'abaissement de l'âge de la retraite en rappelant sans équivoque que 80 % des travailleurs de NA n'atteignent jamais celle-ci.

— Rappeler que si la situation est devenue catastrophique ce n'est pas la faute des travailleurs soumis aux cadences infernales pour qui la solidarité du franc n'est qu'une illusion et, pour la circonstance, une carotte rongée par nos exploitateurs et autres spéculateurs de tout poil (n'est-ce pas, Messieurs de la C.G.T. ?), s'il en est ainsi c'est bien à cause de l'anarchie de la production en système capitaliste.

Travailleurs, le chômage voulu par le gouvernement au service du patronat vous quette, avant mai 70 vous risquez d'être jetés à la rue, vous grossirez le flot des 1 000 000 de chômeurs, voilà la triste mais évidente réalité si vous ne prenez pas, à la base, la ferme résolution de reconstituer un véritable syndicat révolutionnaire pour riposter.

Notre riposte doit être la lutte et non les parlottes avec le ministre des Armées, la lutte sur les mots d'ordre :

— pas un seul licenciement !  
— les travailleurs ne paieront pas pour les conséquences de l'anarchie capitaliste !

Mais nous savons que le chômage est une loi du capitalisme et que seule l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, le socialisme le fera disparaître.

Vous devrez, pire encore, subir la loi du capitalisme monopoliste tentaculaire, ce monstre qui, ne parvenant pas à maintenir l'ordre social, n'aura plus qu'une seule solution dans ses dernières convulsions : face aux travailleurs que l'on a divisés et trahis, d'user de tous ses moyens de répression, en un mot d'instaurer le fascisme.

Travailleurs fidèles aux traditions de la C.G.T.U., rejoignez les rangs du conseil

## CITROEN

— (Extrait de la « Base ouvrière », bulletin du comité d'action Citroën).

### CITROEN - BALARD

En deuxième finition, aux pare-chocs, un travailleur a demandé qu'on augmente la cadence de 10 pièces. Cela ne peut être qu'une provocation de la direction, ou bien il y a des gars qui n'ont encore rien pigé, comment comprendre quelqu'un qui demande qu'on l'exploite encore plus ? Un délégué C.G.T. appelé s'est limité à dire : « ne vous en faites pas, faites quelques pièces de plus et cela vous fera un peu plus d'argent ». Le boni est descendu de 101 à 92. Le patron nous saigne à blanc, les « indépendants » disent « amen » et la C.G.T. leur emboîte le pas. Créons nous-même une bonne fois, l'organisation qui défend nos intérêts ! Orga-

ouvrier, premier pas pour un syndicat de lutte de classe qui combat pour la seule démocratie véritable, celle du socialisme, et pour balayer l'état bourgeois et ses valets qu'ils soient politiciens véreux ou pseudo-syndicalistes.

**NON A LA DICTATURE BOURGEOISE !  
EN AVANT  
POUR UN SYNDICALISME  
REVOLUTIONNAIRE**

### BALAYONS LES CADENCES

De plus en plus les chronos sont mal reçus par les travailleurs qui, à leur approche se mettent en grève, comme le préconisait le « Prolétaire » n° 3. Devant cette situation, Barrois en bon « patron de choc » tente d'imposer sa dictature : on décide un avertissement contre un travailleur combatif et on fait des menaces. Rien n'y fait ! La résistance des travailleurs oblige le « patron de choc » en question à reculer. *Que conclure de tout cela ?*

Les travailleurs de Nord-Aviation comme partout sont de plus en plus exploités par un patronat de plus en plus féroce, pour sauver leur profit face à la crise montante qui, par tous les moyens, essaie de gagner plus sur le dos des travailleurs, augmente les cadences.

En face de cela, les travailleurs de NA, bien décidés à ne pas se laisser faire, ripostent coup pour coup à la malveillance du patron, car les travailleurs jeunes ou anciens à qui on impose des cadences infernales en ont assez de trimer pour des salaires de misère. De plus en plus les esclaves de la technologie, les robots du capital prennent conscience de leur condition d'exploités, que le fruit de leur travail ne profite qu'à quelques privilégiés, abjects suceurs de sang des masses laborieuses. Mai 68, dont c'est le premier anniversaire en est une preuve éclatante ; et les travailleurs sont décidés à continuer dans cette voie malgré la répression patronale dont ils sont les victimes. Bien sûr, la direction de NA a dû battre en retraite devant la fermeté des travailleurs en cette occasion. Cependant demeure le geste qui s'inscrit dans un plan bien établi du genre nous faisons deux pas en avant dans la répression et un autre en arrière, et nous nous y tenons, nous avons tout de même gagné un pas. C'est ce qu'on appelle de la répression élastique. Cependant, les patrons tendent toujours à aller plus loin, vers la répression permanente, mais attention, le point de rupture n'est pas loin Messieurs les patrons et consorts : vous pourriez très bien recevoir l'élastique dans la figure.

D'autre part, l'influence des travailleurs révolutionnaires du Conseil ouvrier et du « Prolétaire » ne fait que grandir à NA, au grand désespoir de la direction, de F.O., syndicat jaune au service du patron, et de la C.G.T., qui voient les travailleurs s'organiser, se défendre à la base en se passant d'eux. Dans le « Prolétaire » n° 3 nous avons parlé des cadences et de la dictature du patron avec les mots d'ordre, que les travailleurs ont su mettre en pratique, comme :

**NON AUX CADENCES !**

**LUTTONS MAIN DANS LA MAIN EN BOYCOTTANT SYSTEMATIQUEMENT LES CHRONOMETRAGES.**

**LUTTONS CONTRE LA REPRESSION DANS LES USINES.**

**LUTTONS CONTRE LA DICTATURE DES PATRONS.**

Aujourd'hui, nous disons :  
**CONTINUONS LE COMBAT CLASSE CONTRE CLASSE.  
REJOIGNEZ LE CONSEIL OUVRIER.**

nisons-nous par ateliers, par chaînes en COMITES DE BASE !

**VIVE LES COMITES DE BASE !**

### CITROEN - GRENELLE

On a vidé un travailleur de l'atelier qui est à côté des W.-C. et en face du restaurant. Il s'était battu avec un régleur. Tout ça n'a rien d'étonnant, sauf que le travailleur en question se croyait à l'abri de la répression parce qu'il était à « l'indépendant » et parce qu'il était un de ceux qui, le 11 mars, entrèrent à l'usine pour empêcher une éventuelle occupation. Pauvre naïf ! Il croyait qu'en nous trahissant il allait faire carrière et voilà la paye qu'il a trouvée.



**SUR  
LE FRONT  
DE LA  
LUTTE  
IDÉOLOGIQUE**

**I. DICTATURE DU PROLÉTARIAT  
ET DUALITÉ DU POUVOIR  
(le programme de transition trotskiste)**

Si nous critiquons Krivine, ce n'est pas à cause de son origine bourgeoise. Mieux vaut un fils de bourgeois s'il était réellement, et non en paroles, sur les positions de classe du prolétariat qu'un ancien ouvrier-pâtissier passé dans le camp de la bourgeoisie.

C'est pour sa position de classe que nous critiquons Krivine et son groupe, la ligue « communiste ». C'est pour ses positions politiques, pour ce qu'il dit et ne dit pas, pour ce qu'il fait et ne fait pas. Les authentiques révolutionnaires, les marxistes-léninistes, doivent s'attacher à dénoncer avec la plus extrême fermeté les idées bourgeoises des trotskystes, leur opportunisme de droite caché sous une apparence révolutionnaire. Il est vrai que l'histoire a prouvé de façon irréfutable que le trotskysme est un courant contre-révolutionnaire. Mais ce que l'histoire a prouvé par une avant-garde n'est pas toujours évident aux yeux des larges masses, d'autant que le trotskysme de « Rouge » est le fait d'une nouvelle génération. Particulièrement à une époque où le révisionnisme domine encore dans la classe ouvrière de nombreux militants révolutionnaires peuvent, dégoutés par le P. « C. » F., faire momentanément confiance aux trotskystes.

Le programme développé par « Rouge » durant toute cette année (n° 10, 14, 19, en particulier) prétend avancer des objectifs de lutte permettant de lier les revendications immédiates des travailleurs aux perspectives socialistes.

C'est le but du « programme de transition » d'établir un tel pont. Qu'est-ce qu'un programme de transition ? Que sont des revendications transitoires ? « Ces revendications constituent des objectifs concrets de lutte dont la réalisation est incompatible avec le maintien de l'ordre existant... Elles s'opposent aux revendications « socialistes » en ce qu'elles représentent des objectifs de lutte concrets, permettant une mobilisation effective des travailleurs. Elles s'opposent aux revendications immédiates en ce qu'elles constituent des objectifs de lutte irréalisables dans la conjoncture de la société capitaliste » (texte de référence politique de l'ex-J.C.R., p. 49). La dernière partie de la définition semble vouloir dire que des revendications de transition sont des objectifs socialistes mais concrets. Les trotskystes voudraient-ils dire alors qu'on ne peut mobiliser les masses en parlant abstraitement du socialisme, qu'il faut appliquer les principes généraux à la réalité concrète ? Mais il ne s'agit pas de ça. De fait, le père du programme de transition que reprend aujourd'hui la Ligue « Communiste », Trotsky disait « qu'aucune des revendications de transition ne pouvait être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois ». (Trotsky Programme de transition). C'est dire qu'elles peuvent être en partie réalisées sous le régime capitaliste. On peut réaliser, concrètement en effet, l'échelle mobile des salaires et des heures de travail (cela dépend du rapport de force dit Trotsky et depuis la Belgique l'a acceptée) on peut réaliser le contrôle ouvrier et la suppression du secret commercial, l'expropriation de certains groupes capitalistes et la nationalisation des banques (exemple chez nous en 1945).

Donc, il ne s'agit nullement d'objectifs de lutte impossibles à réaliser mais d'objectifs dont la réalisation partielle est possible. Cette réalisation partielle crée un pouvoir ouvrier partiel. La pleine réalisation de ce pouvoir ouvrier est entravée par le pouvoir bourgeois et la contradiction entre ces deux pouvoirs, ainsi que la nécessité de sa résolution par la disparition de l'un d'eux apparaît ainsi concrètement aux yeux des masses. Le trotskysme fusionne sur ce point avec tout un courant réformiste et révisionniste (venu des révisionnistes italiens). Il s'agit de la théorie des « contre-pouvoirs » et des « structures de déséquilibre », « concrétisation de l'alternative socialiste », structures qui, enfoncées comme un coin dans le système capitaliste, « précipitent sa décomposition ». C'est toute une conception profondément réformiste de la prise du pouvoir qui est à la base du programme de transition trotskyste.

Elle repose sur l'illusion que le prolétariat peut conquérir des pouvoirs partiels avant d'avoir le pouvoir central : Contrairement aux revendications quantitatives salariales, la bourgeoisie ne peut tolérer que s'établisse une telle dualité de pouvoir et comme par enchantement la question de la révolution arrive à l'ordre du jour. La marche au pouvoir ainsi décrite n'a rien à voir avec le processus léniniste d'accumulation des forces en vue de la prise du pouvoir central. Quand le parti du prolétariat est puissamment implanté dans une usine, quand il mène des luttes qui parfois arrachent quelques concessions du patron, on ne dit pas pour autant que les ouvriers de l'usine ont conquis des pouvoirs dans l'usine. C'est pourtant ce que prétend le trotskysme.

Examinons les « pouvoirs » que les trotskystes proposent aux ouvriers de conquérir avant la prise du pouvoir central.

**1° Droit de veto sur les licenciements et les cadences**

Le droit de veto sur les cadences et les licenciements est en contradiction absolue avec le système capitaliste. Une bourgeoisie qui admettrait cela se suiciderait, sauf si dans les faits elle violait ce droit reconnu. Seule la dictature du prolétariat peut donner ce droit aux ouvriers. Mais en même temps qu'est instaurée la dictature du prolétariat, disparaît l'anarchie capitaliste et la dictature du patron : il n'y a plus ni licenciements, ni chômage, ni cadences imposées. Le droit de veto n'a donc plus de raison d'être. Cette revendication se résume donc à faire de la propagande concrète pour le socialisme ; elle ne

peut être l'objet d'aucun pouvoir des ouvriers tant qu'ils n'auront pas le pouvoir central. Par contre, dans le cadre actuel de la dictature bourgeoise, la lutte contre les licenciements, contre les cadences, doit être menée à fond ; parfois un rapport de force favorable permettra d'obtenir quelque chose. Mais en aucun cas il ne s'agira là d'une conquête stable, d'un pouvoir acquis.

**2° Contrôle ouvrier et suppression du secret commercial**

« Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours accompagné de celui de la dictature du prolétariat, le suivant toujours, nous expliquons par là de quel Etat il s'agit. L'Etat est l'organe de domination d'une classe. De quelle classe ? Si c'est de la bourgeoisie, c'est bien l'Etat Cadet-Kornilov-Korenski », par lequel le peuple est « kornilovisé et kerenskisé » en Russie voici déjà plus de six mois. Si c'est la domination du prolétariat, s'il s'agit de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier peut devenir le recensement national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits. »

« Lénine », T. 26, p. 100-106.

Cette revendication « transitoire » pour être autre chose qu'une duperie suppose la toute puissance du prolétariat dans la société. A la limite, la bourgeoisie peut ouvrir ses livres de compte. Mais d'une part, elle peut par de multiples artifices masquer les opérations réelles, comme elle le fait d'ailleurs pour le fisc, dans les bilans publiés, pour le fisc et par des experts comptables (que les C.E. ont le droit de désigner pour enquêter dans les comptes du patron...).

D'autre part, dans la mesure où elle domine dans la société, elle a entière liberté de mouvement et d'organisation ; par conséquent, elle peut très bien dissimuler dans ses coffres particuliers les pièces justificatives d'opérations cachées, ou même tout simplement ne pas avoir de pièces comptables du tout. Pour avoir un sens, la suppression du secret commercial suppose pour le peuple qu'il ait non seulement le droit de regarder dans les comptes, mais aussi les moyens pour exercer ce droit c'est-à-dire le moyen de contrôler la réalité des opérations et non pas ces purs fantômes que sont les chiffres. Il doit pouvoir enquêter, se déplacer, interroger, perquisitionner où il l'entend, quand il l'entend. Cela suppose la liberté totale pour le peuple, la dictature sur les exploités, bref la dictature du prolétariat (alors que Trotsky dans le programme de transition ne parle que d'une simple pression nécessaire sur les exploités !).

C'est précisément cette question de la dictature du prolétariat qu'évitent de poser les trotskystes avec leur fameux programme de transition. Trotsky y mentionne en passant le mot « dictature du prolétariat » à deux ou trois reprises mais jamais la question du pouvoir central d'Etat n'est posée comme la question décisive, la clé de toutes les questions. Au contraire, on arrive dans ce programme au pouvoir central d'Etat par le développement d'une dualité de pouvoir à tous les niveaux dans la société. La question du pouvoir central d'Etat devient secondaire, une conséquence de l'accumulation des pouvoirs partiels. La théorie trotskyste décrit un passage facile au socialisme par simple accumulation quantitative de contre-pouvoirs à la base jusqu'à la disparition, sous l'effet d'une simple pichenette, du pouvoir d'Etat bourgeois noyé sous cette accumulation. N'y avait-il pas d'ailleurs purement et simplement « vacance du pouvoir », fin mai d'après les Trotskyistes ?

**LA DUALITÉ DU POUVOIR  
SELON TROTSKI ET SELON LENINE**

Dans son programme de transition, Trotsky reprend, à part l'échelle mobile, les objectifs fixés à la révolution de 1917 par Lénine dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ».

Lénine disait que ces objectifs ne pouvaient être réalisés que si les Soviets prenaient tout le pouvoir, si une forme de dictature du prolétariat s'instaurait. Ces objectifs étaient effectivement des objectifs de transition, mais de transition au socialisme sous dictature du prolétariat. C'était les premières tâches du pouvoir des Soviets que Lénine fixait ainsi.

Par contre, pour Trotsky, dans le programme de transition, la prise du pouvoir par des Soviets n'est pas la condition de la réalisation de ces objectifs, mais une conséquence de la réalisation (imparfaite certes) de ces objectifs.

La réalisation partielle des objectifs transitoires crée une dualité de pouvoir dans l'usine d'abord : « dès que le comité (d'usine) fait son apparition, il s'établit en fait une dualité de pouvoir dans l'usine. Par son essence même, cette dualité de pouvoir est quelque chose de transitoire car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien » (Trotsky, « Programme de transition »).

Ensuite cette dualité de pouvoir s'étend au pays tout entier : « les comités des diverses entreprises doivent élire, à des conférences correspondantes des comités de trusts, de branches d'industrie, de régions économiques, enfin de toute l'industrie nationale dans son ensemble. Ainsi le contrôle ouvrier deviendra l'école de l'éco-

nomie planifiée. Par l'expérience du contrôle le prolétariat se préparera à diriger directement l'industrie nationalisée, quand l'heure en aura sonné » (ibid. De même cf. « Texte de référence... » page 51).

Comme la réalisation complète de ces objectifs est « gênée » par le régime bourgeois les contradictions entre deux régimes s'exaspèrent ; les Soviets apparaissent.

« Si le comité d'usine crée des éléments de dualité de pouvoir dans l'usine, les Soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans le pays... la dualité de pouvoir est, à son tour, le point culminant de la période de transition. Deux régimes : le régime bourgeois et le régime prolétarien s'opposent irrémédiablement l'un à l'autre. La collision entre eux est inévitable ».

Trotsky parle ici de régime prolétarien comme si la dictature du prolétariat existait déjà parallèlement à la dictature bourgeoise et avant son renversement !

Par contre la dualité de pouvoir pour Lénine est la situation suivante, très particulière à la révolution russe entre février et octobre 1917 : en février 1917, la bourgeoisie prend le pouvoir. A l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie ne peut réaliser une révolution démocratique conséquente, c'est-à-dire donner la terre aux paysans, entre autres. De fait, la bourgeoisie au pouvoir ne donne ni la terre, ni le pain, ni la paix, ni la liberté. Seule une révolution prolétarienne peut réaliser ces objectifs et ouvrir la voie au socialisme. Or, en février, en même temps que la bourgeoisie prenait en mains l'état tsariste apparaissait un autre pouvoir : les Soviets. Pourquoi peut-on parler d'un véritable pouvoir ? Parce que les Soviets sont des organisations armées, parce que l'armée en insurrection et les civils (ouvriers et paysans) armés sont organisés dans les Soviets ; parce que la principale composante de l'appareil d'état tsariste, l'armée est désagrégée ; parce qu'aucune contrainte armée ne pèse plus sur le peuple. Organisation armée représentative des masses, les Soviets commencent de plus à s'occuper de questions de ravitaillement, etc... Voilà les embryons de l'appareil d'Etat qu'il nous faut, dit Lénine ! Il y a alors effectivement deux pouvoirs qui coexistent de manière précaire : les Soviets et l'état tsariste récupéré par la bourgeoisie avec son armée de fonctionnaires, sa lourde bureaucratie. Lénine écrit encore : « Le pouvoir était alors en équilibre instable... Les Soviets étaient formés par les délégués de la masse des ouvriers et des soldats libres, c'est-à-dire ne subissant aucune contrainte extérieure, et armés. Les armes entre les mains du peuple, l'absence de toute contrainte extérieure pesant sur le peuple, tel était le fond des choses ». (A propos des mots d'ordre - juillet 1917).

S'ils le veulent, les Soviets peuvent prendre tout le pouvoir. Aucune force armée n'existe en face d'eux. Malheureusement, les Soviets sont intoxiqués par les S.R. (1) et les menchéviques qui y dominent : Ils laissent faire l'état bourgeois qui, après les manifestations de juillet, les désarmement. Alors cesse la dualité de pouvoir, et Lénine retire le mot d'ordre de « Tout le pouvoir aux Soviets » jusqu'à ce que, avec la tentative de putsch de Kornilov, les Soviets soient réarmés et que renaisse la dualité de pouvoir en septembre.

Quand il parle de la dualité de pouvoir et des Soviets, Trotsky ne dit pas un mot de cette petite condition sous laquelle les Soviets sont des assemblées de parole et sans laquelle disparaît la dualité du pouvoir : l'armement du peuple. Trotsky (et Krivine) lorsqu'ils parlent de la violence armée ne la présentent que sous la forme défensive (comités d'auto-défense) mais jamais comme liée à la nécessité de détruire l'appareil d'état et d'imposer la dictature du prolétariat aux exploités. Troquant Lénine, Trotsky (et Krivine) font de la dualité de pouvoir une politique réformiste.

**REVISIONS, AMPUTATIONS ET  
DEVELOPPEMENTS DU PROGRAMME  
DE TRANSITION DE TROTSKI  
PAR LA LIGUE « COMMUNISTE »**

**1° Amputation**

L'expérience historique a montré que la bourgeoisie pouvait parfaitement confier à son état la gestion de secteurs entiers de l'économie, les banques, etc. Pour autant les luttes du prolétariat n'ont pas avancé d'un pouce ; au contraire, les nationalisations ont, sur le coup, créé des illusions qui ne sont pas encore dissipées. La ligue « communiste » a donc purement et simplement laissé tomber cette revendication qui, l'expérience l'a montré, n'ouvre de transition sur rien.

**2° Révision**

Trotsky présente l'échelle mobile comme une revendication transitoire. Son analyse est du plus pur économisme : il croit avoir trouvé une revendication « économique » directement politique du fait de l'analyse qu'il fait de l'effondrement du capitalisme : les forces productives ont cessé de se développer, la tendance du capitalisme est donc à la surexploitation forcée et sans limite du prolétariat, le capitalisme ne peut accorder aucune réforme

(Suite page 5).

(1) « Socialistes-révolutionnaires »

**TROTSKISME (suite de la page 4).**

sociale systématique. Donc des revendications qui, en d'autres temps, auraient été réformistes, conservatoires même, sont directement révolutionnaires. Appliquée depuis en Belgique, l'échelle mobile n'a permis aucune transition à quoi que ce soit, si ce n'est à une compréhension plus grande des abîmes insondables d'une belle analyse délirante, sur l'effondrement de l'impérialisme. C'est pour quoi « Rouge » (n° 14) ne dit plus qu'il s'agit d'une revendication transitoire, mais qu'il s'agit d'une revendication conservatoire. En fait, il s'agit d'une revendication qui, si elle présente certains inconvénients passagers pour la bourgeoisie, en présente encore plus pour le prolétariat.

a) Elle consacre l'idée du cycle infernal prix-salaires, idée bourgeoise destinée à escamoter la question des profits. Prix et salaires restant fixes, les profits, en effet, peuvent augmenter soit par augmentation de l'exploitation de la force de travail, soit par augmentation de la productivité due à l'accroissement de l'investissement en capital fixe, soit pour les deux raisons simultanément. Liés par une clause d'échelle mobile, les travailleurs s'interdiraient alors de revendiquer des augmentations de salaires alors même qu'ils seraient plus exploités et que les profits augmenteraient.

b) Le caractère automatique de l'augmentation des salaires par l'échelle mobile tend à rendre inutile la lutte et à la remplacer par la négociation entre syndicats révisionnistes et patrons. Elle tend à empêcher le prolétariat de lutter pour une réelle augmentation de ses salaires et, au mieux, de cristalliser le rapport existant à un moment donné entre prix et salaires, donc en fait, à bloquer les salaires réels.

c) L'augmentation automatique en pourcentage de tous les salaires fait que les hauts salaires toucheront plus que les bas. La hiérarchie des salaires est renforcée par l'échelle mobile, ce qui a pour résultat d'ouvrir encore plus l'éventail, accentuer les écarts de salaires.

d) Le taux d'augmentation du coût de la vie est obtenu par un indice où l'on fait entrer toute une série d'articles classés en catégories (services, biens durables, produits alimentaires, etc.). Le gouvernement peut, à loisir, faire entrer tel produit dans l'indice, en bloquer le prix ensuite, donner moins d'importance dans l'index à telle catégorie pourtant en forte hausse. En résumé, il peut truquer l'index de façon qu'il ne reflète pas exactement l'augmentation du coût de la vie, et interdire toute augmentation des salaires alors même qu'il y aurait une sensible augmentation des prix. Par ailleurs, il serait difficile aux masses d'entrer dans l'analyse minutieuse de ce mécanisme et encore une fois syndicats révisionnistes et patrons régleraient à l'amiable ces problèmes sur le dos des travailleurs.

**3° « Développement créateur » par rapport à Trotski : « L'Assemblée constituante »**

« Rouge » a mis en avant le mot d'ordre d'Assemblée constituante (n° 19). C'est un bel exemple du caractère opportuniste fuyant et à double face des objectifs « transitoires » mis en avant par les trotskystes. Quel est le contenu de ce mot d'ordre ? Voyons ce que Rouge répond :

a) « Certains disent : ou bien il s'agit d'élire une nouvelle assemblée dans le cadre du système électoral en vigueur, pour écrire une nouvelle constitution plus démocratique. Et c'est du réformisme ! Ou bien il s'agit d'une assemblée des délégués des comités d'usines, des C.A., une assemblée des Soviets. Et c'est gauchiste !

b) L'alternative ainsi posée est statique et nous la refusons. Un mot d'ordre n'a pas de contenu propre.

c) Son contenu lui vient des luttes qu'il suscite. En s'engageant dans la lutte pour l'assemblée constituante, les travailleurs donneront sens et contenu à la perspective de l'assemblée constituante ».

Voilà comment le serpent trotskyste se mord la queue : un mot d'ordre sert à susciter des luttes et les luttes qu'il suscite lui donnent un contenu ! ? !

Mais quel contenu ? réformiste ou révolutionnaire ? « Les luttes concrétiseront, enrichiront les mots d'ordre ». En fait, elles auront le contenu du mot d'ordre : à mots d'ordre réformistes, lutte réformiste et résultat réformiste. A des mots d'ordre révolutionnaires lutte révolutionnaire. A moins que les trotskystes veulent dire que les luttes de masses finissent toujours par déborder les mots d'ordre réformistes des trotskystes ? Alors là, nous serons facilement d'accord...

La ligue « communiste » a éliminé du programme de transition de Trotski ce que l'histoire avait prouvé être du pur réformisme : les nationalisations sous dictature de la bourgeoisie, le caractère de transition de l'échelle mobile. Mais le programme de Trotski est cohérent : le reste est tout autant opportuniste. Les points qui contiennent à être mis en avant (contrôle ouvrier, droit de veto sur les licenciements et les cadences, suppression du secret commercial, tout cela débouchant sur la dualité du pouvoir) peuvent néanmoins continuer à faire illusion ; ces théories réformistes sont d'autant plus nuisibles qu'en apparence elles s'opposent aux revendications strictement professionnelles et économistes du P. « C. » F. et de la C.G.T. et semblent poser d'autres problèmes : la question du pouvoir. Un certain nombre de militants ouvriers écœurés par la C.G.T. peuvent s'y laisser prendre étant donné la phraséologie révolutionnaire dont s'entoure un tel programme de transition ultra-réformiste.

(à suivre).

**La semaine prochaine : « L'attitude des trotskistes par rapport aux révisionnistes ».**

**LE MOUVEMENT ETUDIANT A SHANGAI (suite du numéro 14)**

**RECTIFICATION**

Dans notre dernier numéro, nous avons indiqué en page 7 que l'article intitulé « Le mouvement étudiant à Shanghai » était « une conférence faite en Chine à des camarades français par des camarades du Parti communiste chinois ».

Cette précision a été fournie sur la foi d'un renseignement inexact et nous devons lui opposer un démenti après enquête. En effet, le Parti communiste chinois n'a jamais organisé la moindre conférence pour des visiteurs français.

Par contre, lors de visites de délégations touristiques dans les universités chinoises pendant la Grande Révolution culturelle prolétarienne, des entretiens ont pu avoir lieu entre étudiants chinois et français.

L'article publié a été rédigé précisément à partir des notes prises lors d'un de ces entretiens par un étudiant français.

Nous présentons nos vives excuses au Parti communiste chinois pour cette inexactitude regrettable.

Le Comité de Rédaction.

**IV. COMMENT LES COMMUNISTES ONT EDUQUE LES ETUDIANTS POUR QU'ILS FASSENT LEUR FUSION AVEC LES OUVRIERS ET LES PAYSANS**

Le Président Mao indique que le critère qui permet de dire si un étudiant est révolutionnaire est son désir de se lier aux masses populaires et son lien effectif avec elles. La répression produit une grande confusion dans les rangs des étudiants. Certains estimaient qu'il fallait rejoindre les régions libérées ; ils n'aiment le rôle du mouvement des étudiants. Selon les enseignements du Président Mao, la lutte a été menée contre les conceptions erronées et les étudiants ont été éduqués pour qu'ils comprennent la place du mouvement étudiant. Le mouvement étudiant fait partie du mouvement révolutionnaire du peuple. La force principale en est les ouvriers, les paysans et l'Armée Populaire de Libération. Sans eux, la réaction ne pourra être renversée. La lutte du mouvement étudiant contre la faim et la guerre civile montre que la réaction commence à avoir peur quand il y a jonction du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier.

Pour que les étudiants se lient et fassent la fusion avec les ouvriers, le Parti a envoyé des étudiants dans les régions libérées ou dans les régions de guérilla. Il a créé des écoles du soir pour éduquer les ouvriers et les employés ; il a demandé aux étudiants d'apprendre auprès d'eux et aussi de faire de la propagande. Il a organisé les étudiants pour qu'ils visitent les familles ouvrières. Durant l'hiver 1947, le Parti a lancé le mouvement « sauver ceux qui souffrent de la faim et du froid ». Les étudiants ont collecté plus de 100 000 vêtements pour les pauvres ; ils ont constaté leur vie misérable. Les membres du Parti qui étaient des étudiants diplômés furent envoyés travailler à l'usine pour qu'ils deviennent d'authentiques communistes.

**V. COMMENT LES COMMUNISTES ONT FAIT EN SORTE QUE LES ETUDIANTS MENENT LA REVOLUTION JUSQU'AU BOUT ET LIBERENT LA VILLE AVEC L'A.P.L.**

En 1949, Tchang Kai Chek, qui est en train d'être battu, fait semblant de vouloir la paix, pour gagner du temps. Un débat s'instaure au sein du mouvement étudiant pour savoir si l'ennemi veut la paix. Les communistes expli-

quent qu'il faut tuer les serpents blessés, sinon ils guérissent et mordent ceux qui les ont épargnés. Les étudiants se déterminent à abattre le Kuomintang.

Le 2 avril 1949, l'A.P.L. libère Nankin après avoir traversé le Yang-tsé. L'ennemi avait l'intention de saboter les entreprises de Shanghai avant la libération de la ville. Le Comité Central a demandé aux communistes de Shanghai d'organiser la défense des entreprises, les écoles et les universités. Certains ont hésité ; ils voulaient se cacher pour attendre la libération. La lutte a été menée contre ces opinions erronées. C'était l'occasion que les communistes et le peuple attendaient depuis si longtemps : il ne fallait pas se cacher. Les communistes ont expliqué à la masse des étudiants qu'il fallait constituer des piquets de protection dans les écoles et les facultés, afin d'empêcher le sabotage et le pillage du matériel. La détermination des étudiants devint ferme : aux côtés des ouvriers, ils combattirent pour aider l'Armée Populaire de Libération à libérer la ville. Le Parti organisa parmi les étudiants un groupe de « gardes du peuple ». Shanghai a été finalement libérée, avec l'aide du mouvement des étudiants, et depuis lors, la ville appartient au peuple.

**VI. COMMENT LES COMMUNISTES ONT CONSOLIDE ET DEVELOPPE L'ORGANISATION DU PARTI ET ELEVE SA FORCE AU COURS DU MOUVEMENT DES ETUDIANTS**

L'édification de l'organisation du Parti parmi les étudiants a posé aux communistes des problèmes difficiles. Le milieu étudiant se renouvelle plus rapidement qu'un autre milieu et beaucoup d'étudiants diplômés quittaient la ville à la fin de leurs études. D'autre part, le Parti était clandestin et les cadres devaient se cacher longtemps. Il fallait augmenter petit à petit les forces et attendre l'occasion.

Les communistes chinois ont su distinguer le noyau des dirigeants du mouvement de masse du noyau des dirigeants de l'organisation du Parti participant au mouvement des masses mais apparaissant comme des militants ordinaires. Ils sont protégés par les masses qui les entourent. Les dirigeants du mouvement de masse (qui sont eux-mêmes placés sous la direction politique du Parti) ne sont pas les dirigeants de l'organisation du Parti. Ils sont choisis parmi les camarades du Parti les plus connus et les plus estimés des masses étudiantes.

D'avance, pour chaque cadre, un successeur est désigné. Les cadres ne connaissent pas leur successeur et ceux-ci sont choisis parmi les militants de base. En un semestre, les cadres de l'Association des étudiants de Shanghai ont été changés trois ou quatre fois. Les cadres sont répartis dans les différentes associations d'étudiants de l'Université.

Pour donner le minimum de prise à la répression, les communistes ont créé des organisations de masse multiples. Ainsi, à un moment, il y avait en même temps une « Association des étudiants de Shanghai » et une « Assemblée des étudiants de Shanghai » ; ces deux organisations avaient le même but, et si l'une était frappée par la

répression, l'autre continuait immédiatement le travail. Chaque fois qu'un mouvement de masse est lancé, une organisation correspondante est créée. Par exemple, l'« Organisation contre les atrocités des soldats américains ». D'autre part, en 1949, une classe entière d'étudiants est devenue le Comité exécutif de l'Association des étudiants.

Les membres du Parti sont organisés en groupes (3 à 5 membres) et en cellules (3 à 5 groupes). Les nombres d'un groupe ne connaissent pas les membres d'un autre groupe. Quand il y a eu un rênégat dans un groupe, ses membres sont aussitôt dispersés et répartis ailleurs. Les adhésions sont individuelles. Elles sont strictement contrôlées (biographie claire et niveau de conscience élevé). Les nouveaux membres doivent être éprouvés dans la lutte, comprendre le but de la Révolution et être décidés à combattre jusqu'au bout. Les étudiants pauvres sont surtout choisis. Il y a un stage qui est une période d'observation avant l'admission ; elle dure un an pour les fils de bourgeois et six mois pour les fils d'ouvriers et de paysans pauvres. Un membre est isolé de son groupe si on se rend compte qu'il n'est pas éprouvé.

Les communistes éduquent les sympathisants actifs. Dans chaque école et faculté, des organisations de sympathisants sont mises sur pied. Par exemple, à l'Université des Communications de Shanghai, il y avait 10 membres du Parti en 45, 30 membres en 47 et 100 membres en 49. L'Association de sympathisants, « l'Association de la Jeunesse de la Nouvelle Démocratie » regroupait en 1949 plus de 400 membres. Beaucoup d'étudiants ont participé aux groupes de « gardes du peuple ».

Les nouveaux adhérents reçoivent une éducation révolutionnaire. Les exploits des martyrs révolutionnaires sont racontés à tous les membres du Parti. L'étude des œuvres du Président Mao est organisée systématiquement ; après la victoire de la Résistance anti-japonaise, l'organisation du Parti a étudié particulièrement « La démocratie nouvelle » et les textes de la campagne de rectification. En 1949, les communistes ont étudié particulièrement « Mener la Révolution jusqu'au bout ». Au début de chaque réunion, on fait une analyse de la situation et le bilan du mouvement des masses. L'accent est mis sur le lien avec les masses de chaque communiste ; si les camarades ne sont pas liés à la masse des étudiants, ils travaillent de façon subjective et individuelle.

La victoire du mouvement étudiant de Shanghai a été la victoire de la juste direction du Comité Central du Parti Communiste Chinois, de la juste direction du Président Mao Tsé-toung. Avant 1935, le mouvement a emprunté une voie tortueuse. De 1924 à 1927, le mouvement a connu un grand développement, mais en raison de la ligne opportuniste de Tchen Tou-siou, il a connu d'autres échecs, comme en 1931, après l'agression japonaise, en raison de la ligne opportuniste de gauche de Wang Minh (l'organisation clandestine du Parti fut alors détruite presque à 100 %). Depuis 1935, où la juste ligne du Président Mao a prévalu dans le Parti Communiste Chinois, le mouvement des étudiants a marché de victoire en victoire. La pensée de Mao Tsé-toung constitue l'arme la plus puissante pour les étudiants communistes. La juste direction du Président Mao a garanti la victoire du mouvement des étudiants de Shanghai.

**Abonnez-vous...**

abonnement ordinaire : 40 F par an  
abonnement de soutien : 80 F par an

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

C.C.P. La Source 30226.72

# Deux semaines de luttes dans le Monde

ARGENTINE ET CURAÇAO — Voir page 1 —

## « VISITE » DE ROCKEFELLER EN AMERIQUE LATINE :

- COLOMBIE** ● Manifestation violente d'étudiants contre la visite de Rockefeller qui ne peut se rendre à l'université. 1 étudiant est tué, 40 policiers blessés.
- 4 jours d'émeute dans la capitale et sur la côte. Les étudiants retranchés dans l'université ouvrent le feu sur la police et l'armée.
- EQUATEUR** ● Emeutes contre la visite de Rockefeller. Les étudiants édifient des barricades sur son parcours. 7 morts.
- Les étudiants se retranchent dans l'université où ils sont attaqués par l'armée à la mitrailleuse et au bazooka. Ils ripostent au revolver.
- BOLIVIE** ● Les étudiants organisent une « marche de la jeunesse anti-impérialiste » contre la visite de Rockefeller. Celui-ci ne peut quitter l'aéroport de la Paz où il ne reste que trois heures.
- PEROU** ● Le gouvernement nationaliste annule la visite de Rockefeller. Après l'expropriation de l'International Petroleum Co, filiale de la Standar Oil, il exige avec succès le retrait des missions militaires U.S.
- VENEZUELA** ● Après des affrontements violents avec la police, les étudiants préparent des manifestations contre la venue de Rockefeller. Celui-ci préfère annuler sa visite.

## AMERIQUE LATINE

- BRESIL** ● Une puissante manifestation populaire marque l'enterrement d'un prêtre libéral de Recife, assassiné par les fascistes. Les prêtres du Nord avaient fait la grève de la messe de la Pentecôte pour protester contre l'arrestation d'un prêtre accusé d'avoir insulté l'armée.
- Un commando attaque une caserne.
- URUGUAY** ● Sixième semaine de grève des ouvriers de l'industrie frigorifique. Grève générale de solidarité à Montevideo.
- HAITI** ● Soulèvement armé dans le Nord. Des soldats se joignent aux maquisards.
- SAINT DOMINGUE** ● Heurts violents entre la police et les étudiants.
- GUATEMALA** ● Un commando détruit l'émetteur de la radio-télévision nationale.

## ASIE

- VIET-NAM** ● Avant la trêve de 48 heures respectée par le F.N.L. pour la fête de Bouddha :
- Bombardements importants de positions américaines et fantoches, notamment à Saïgon, Hué, Quang-Tri, Quang-Ngai, Pleiku, Bien-Hoa.
- Batailles rangées dans le delta du Mékong, à An-Loc et à Dak-to.
- La colline 937 est reprise aux troupes U.S. qui abandonnent également une partie de leurs positions à la frontière cambodgienne.
- Une cinquantaine d'avions et hélicoptères sont abattus ou détruits au sol. Un navire est bombardé à l'embouchure de Saïgon.
- 3291<sup>e</sup> avion U.S. abattu au-dessus de la R.D.V.

## CAMARADES !

Conscients de l'impossibilité de rendre compte ici, faute de place, de toute l'ampleur de cette victoire quotidienne d'un peuple animé d'un héroïsme farouche, et dirigé d'une façon très juste et créatrice par nos camarades du P.T.V. et du F.N.L., nous appelons TOUS nos lecteurs à LIRE ET DIFFUSER régulièrement les nombreux documents vietnamiens en langue française, distribués en France par le CENTRES INFORMATION VIET-NAM (17, rue du Sentier, Paris-2<sup>e</sup>).

- DEMANDEZ LE TRACT-CATALOGUE DES DOCUMENTS VIETNAMIENS
- DEVELOPPEZ TOUTES LES INITIATIVES LOCALES POSSIBLES POUR POPULARISER ET SOUTENIR POLITIQUEMENT LA GRANDE GUERRE REVOLUTIONNAIRE VIETNAMIENNE.

- LAOS** ● Le Pathet Laos s'empare de la ville Xieng Khang et libère la région.
- PALESTINE** ● 3 bombardements, par les commandos, des usines israéliennes de potasse de la Mer Morte.
- Sabotage, par un commando, d'un oléoduc de la Tapline (américaine) qui transite par le territoire syrien occupé par les Sionistes.
- Duels d'artillerie sur le canal, le Jourdain et la frontière syrienne. Ce dernier est suivi d'un combat aérien.
- INDE** ● Emeutes populaires, dirigées par des marxistes-léninistes, dans l'Etat d'Andhra-Pradesh.
- JAPON** ● Affrontements violents entre les étudiants et la police dans 7 universités.
- DHOFAR (SUD-ARABIQUE)** ● Des guerilleros mettent une centaine de soldats britanniques hors de combat.

## AFRIQUE

- SENEGAL** ● Grève des postiers, des travailleurs du pétrole, des employés de banque.
- La grève des étudiants et des lycéens se poursuit.
- COTE-D'IVOIRE** ● Grève totale des étudiants. Le recteur démissionne. L'université est fermée. Le syndicat étudiant est intégré d'autorité dans le Parti unique.
- DAHOMY** ● La grève des postiers, cheminots, enseignants et douaniers est réprimée par l'armée.
- ZAMBIE** ● Emeute dans un bidonville de Lusaka.

## EUROPE

- ITALIE** ● La grève des postiers ralentit dangereusement l'économie du pays.
- Grève à la télévision, des stations-service, des instituteurs des écoles maternelles, des éboueurs de Rome, de la Sécurité sociale, des services d'hygiène, des ports, des aéroports, des douanes, des fonctionnaires des finances, des employés de la recherche nucléaire, des employés fromagers et laitiers.
- Grève de 6 000 ouvriers du textile et des métallurgistes de Milan. Manifestations avec participation d'étudiants marxistes-léninistes. Occupation d'une usine depuis un mois à Batipaglia.
- 3 facultés occupées.
- Manifestations violentes de chômeurs près de Naples ; barricades à Trentola et Aquilonia, occupation d'édifices publics à Casal-di-Principe et Acena.
- Bagarre à la mairie de Naples à cause de l'écroulement d'un immeuble populaire.
- En Sicile, occupation des mairies de Marsala par des ouvriers agricoles et de Calatafimi par des sinistrés du dernier tremblement de terre.
- ESPAGNE** ● Grève de 1 200 mineurs dans les Asturies, de 300 ouvriers du meuble à San Sebastian.
- Grève de la faim de prêtres basques contre les tortures des prisonniers politiques.
- Attentat contre une caserne de gardes civils en pays basque.
- PORTUGAL** ● Les étudiants de l'Université de Coimbra décident, à la quasi unanimité, le boycott des examens pour protester contre l'expulsion de deux étudiants.
- GRECE** ● Attentat au plastic contre l'hôtel américain Hilton d'Athènes.
- ALLEMAGNE FEDERALE** ● Poursuite de la grève des élèves-ingénieurs. 2 500 étudiants les soutiennent à Berlin et lapident la chambre de Commerce et deux banques.
- Manifestations de jeunes anti-nazi à Brême et Hambourg.
- Occupation du rectorat de l'Université de Bonn.
- PAYS-BAS** ● Heurts violents entre étudiants et policiers à l'Université d'Amsterdam occupée.
- GRANDE-BRETAGNE** ● A l'approche de la mise en application de la loi anti-grève de Wilson : grèves « sauvages » de 8 500 ouvriers de l'automobile, des cheminots et employés du métro de Londres, des centrales électriques et des journalistes écossais.
- IRLANDE** ● Occupation de l'Université de Dublin contre l'autoritarisme.
- YOUgoslavie** ● L'agitation reprend à l'Université de Belgrade à l'occasion du 1<sup>er</sup> anniversaire des manifestations étudiantes de juin 1968 contre la « bourgeoisie rouge » et du procès de quatre étudiants contestataires.

## U.S.A.

- A l'Université de Seattle, les étudiants noirs ripostent, par une fusillade, à l'entrée de la police dans le « campus ».
- A l'Université de Greensboro (Caroline du Nord), après la mort d'un étudiant tué par la police, les étudiants noirs ripostent par une fusillade. Couvre-feu.
- A Newark, après la mort d'un garçon tué par la police, la communauté noire déclenche une émeute. Couvre-feu.
- A Berkeley, après la mort d'un étudiant tué par la police, 30 000 étudiants marchent sur la capitale de l'Etat.

## AUSTRALIE

- Grève quasi générale (la plus importante depuis 20 ans) après l'arrestation d'un dirigeant syndicaliste qui avait refusé de faire respecter la législation anti-grève.

# Les MASSACRES de MALAYSIA

## NOUVEAU CRIME

### du NÉO-COLONIALISME

Les pogroms anti-chinois dont la capitale de la Malaysia, Kuala Lumpur, est le théâtre depuis le 9 mai, ramènent au premier plan cette région du Sud-Est asiatique. La presse et la radio s'attachent à ramener l'affaire à un affrontement religieux et racial entre Malais et Chinois, suivant en cela leur ligne de conduite habituelle.

Il convient donc de rappeler tout d'abord ce qu'est la Malaysia, au point de vue historique et géographique.

\*\*

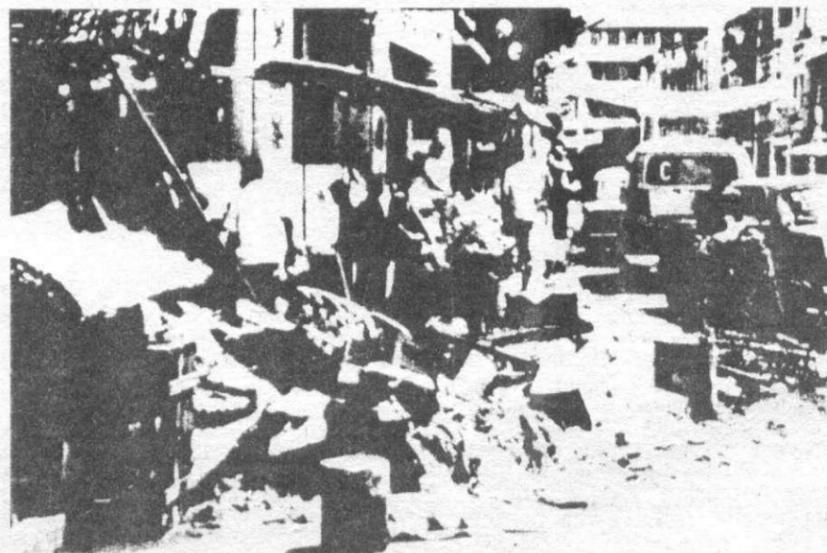
Les colonialistes britanniques s'installèrent au 19<sup>e</sup> siècle dans la péninsule malaise, où ils imposèrent leur protectorat aux potentats locaux (sultans des états

Kalimantan, hostile au rattachement à la Malaysia.

En 1965, la fédération parut sur le point d'éclater.

Singapour fit sécession, et la rébellion paraissait triompher au Nord-Kalimantan.

Or, l'éclatement de la fédération aurait amené presque à coup sûr le triomphe des forces progressistes en Malaisie comme à Singapour, et leur renforcement en Indonésie. Les « intérêts occidentaux » dans la région étaient menacés. C'est sur ces entrefaites qu'éclata, à Djakarta, le 30 septembre 1965, la sanglante contre-révolution fasciste dirigée officiellement par Suharto et Nasution, et en sous-main par la C.I.A.



Boutiques chinoises incendiées et saccagées à Kuala-Lumpur.

de Penang, Trengganu, Kedah, etc.). Ils procédèrent de même au nord de l'île de Kalimantan (Bornéo).

Enfin ils construisirent dans l'île de Singapour un grand port et un arsenal.

La population chinoise, qui représente 38 % en Malaisie, 80 % à Singapour et environ 20 % au Nord-Kalimantan, descend des ouvriers agricoles et autres, venus à cette époque, notamment après l'atroce répression par la dynastie mandchoue, de l'insurrection des Tai-pings.

En raison de leur niveau culturel plus élevé, et des structures archaïques des états malais, les Chinois occupèrent, au cours des années, une situation relativement moins misérable que celle de la population malaise. A l'heure actuelle, cette communauté, ainsi que dans une moindre mesure la communauté indienne détient l'essentiel du commerce intérieur et extérieur et une partie des postes administratifs dirigeants.

Dès 1921, les révolutionnaires chinois, malais et indiens organisèrent le parti communiste de Malaisie, qui se fixa comme objectif l'élimination du colonialisme britannique, l'instauration d'un état du peuple travailleurs, sans distinction de nationalité, et la destruction du pouvoir des potentats malais et des bourgeois réactionnaires chinois et indiens, complices de l'impérialisme britannique.

Ce dernier tenait en la Malaisie un morceau de choix. Premier producteur du monde d'étain et de caoutchouc. Quant au nord Kalimantan, sa production de pétrole était importante. C'est pourquoi sa répression fut dure et cruelle, jusqu'à sa défaite en 1942, devant les Japonais.

L'impérialisme nippon se montra aussi rapace que son prédécesseur. Mais rapidement le P.C. de Malaisie organisa sa lutte armée contre le nouvel envahisseur. Lors de la capitulation japonaise, la péninsule malaise était libérée aux trois quarts.

Mais les Britanniques, dès leur retour dans le pays, s'employèrent à « mater les communistes ». Il s'ensuivit une véritable guerre d'extermination qui dura jusqu'en 1951. Isolés, les patriotes malais subirent de graves revers (mais des foyers de guérillas subsistent toujours) et l'impérialisme britannique se hâta de mettre en place le système néo-colonialiste qui permettrait de s'en remettre pour opprimer le peuple aux classes dominantes « indigènes ».

Après diverses péripéties et marchandages, fut organisée la fédération de Malaysia. Ses premières années furent difficiles, en raison, essentiellement de l'opposition de l'Indonésie, laquelle soutenait l'insurrection du peuple du Nord-

La contre-révolution ayant eu le dessus en Indonésie, les généraux fascistes et les princes malais, créatures les uns et les autres du néo-colonialisme yankee, tentèrent de s'appuyer mutuellement pour faire front à l'inévitable assaut révolutionnaire de leurs peuples. Après quelques mois de rupture, l'état de Singapour, sous la férule de la bourgeoisie compradore chinoise, s'intégra à cette alliance de brigands.

Rappelons à ce propos que l'armée et la police à Singapour comme en Malaisie, sont entraînées par des instructeurs israéliens.

Mais les ententes de brigands sont instables. En Malaisie, en particulier, il y a incompatibilité foncière entre l'appétit de l'entrepreneuse et riche bourgeoisie chinoise et indienne et la position dominante (héritée d'une histoire séculaire), des féodaux malais. Dans une telle situation, ces derniers peuvent être tentés à tout moment, d'utiliser les éléments rétrogrades ou associés de la population malaise (extrémistes musulmans, lumpenprolétariat...) dans des provocations contre la communauté chinoise. La tactique du « bouc émissaire » est commune à tous les régimes réactionnaires (Juifs en Allemagne nazie, Chinois en Indonésie).

En outre, la communauté chinoise fournit nombre d'éléments de valeur au mouvement révolutionnaire de la Malaisie. A la faveur de la défaite du parti gouvernemental, de véritables pogroms anti-chinois ont été déclenchés à Kuala-Lumpur, capitale de la Malaysia. Des centaines de morts, des milliers de blessés.

Les gouvernants réactionnaires espèrent ainsi parvenir à un double but :

- 1) se maintenir par la terreur dans une position dominante par rapport à leur rivale, la bourgeoisie chinoise ;
- 2) empêcher l'unité révolutionnaire du peuple travailleur en suscitant la haine raciale entre Chinois et Malais.

Mais le mouvement révolutionnaire de Malaisie ne se laissera ni intimider, ni diviser. Sous la juste direction du Parti Communiste de Malaisie, fidèle au marxisme-léninisme, le peuple travailleur de Malaisie intensifiera sa lutte contre le régime du fiasco sanglant Tunjkin Abdul Rahman Abdul Razak et contre la bourgeoisie compradore pour une Malaisie socialiste. Cette lutte, qui fait partie intégrante de la révolte générale des peuples sud-asiatiques contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, saura déjouer toutes les manœuvres, vaincre tous les obstacles et balayer tous les fantoches.



# Contre l'instauration du fascisme au Dahomey

Les responsables et des militants de la section dahoméenne, de l'UGEED sont arrêtés ou recherchés.

Boya, responsables du SDES (Syndicat Dahoméen de l'Enseignement Secondaire) est arrêté.

Degla, responsable du SDES, est recherché.

Ako, militant du SDES et président du RAJEMO (organisation démocratique de jeunes) est arrêté.

Tous les élèves des établissements publics ou privés, tous les étudiants du centre d'enseignement supérieur de Porto-Novo en grève depuis le 9 mai sont déçus de leur titre d'élèves et d'étudiants avec « interdiction de s'inscrire dans aucune université francophone ». Des professeurs (Ako, Boya, Degla), des maîtres d'internat, des vagemestres de lycée, sont révoqués de leurs fonctions, des directeurs d'établissements privés (le R.P. Adjanohoun, directeur du collège Père Aupiais ; M. Doveodo, directeur du cours secondaire protestant) sont « suspendus » de leur fonction pour « collusion avec leurs élèves en grève » (sic).

Essou Victor, directeur du journal « Le Gong », est arrêté et déferé au parquet pour « apologie de l'assassinat politique des tyrans ». Zinsou découvre ses complots et crée une cours de sûreté de l'Etat. La police et l'armée patrouillent.

Le docteur Zinsou qui convoitait le pouvoir depuis bien longtemps, ne doit sa place de président qu'à une poignée de militaires à la tête vide qui ont confisqué les luttes populaires de décembre 1967.

Dès l'intronisation du président gouverneur le 17 juillet 1968, par les « jeunes cadres » de l'armée et son référendum pébilsците truqué du 28 juillet 1968, l'UGEED, dans un de ses communiqués d'août 1968 disait à propos de l'interdiction de son congrès : « Travailliers Dahoméens, Zinsou vient de se démasquer clairement : Aujourd'hui ce sont les élèves, étudiants, qui sont poursuivis, matraqués, arrêtés, emprisonnés... Demain ce seront aussi les ouvriers, paysans, salariés ; le refus de droit de grève, l'étouffement total des libertés syndicales et

l'interdiction des organisations démocratiques... ».

« Les élèves et étudiants dahoméens proclament leur détermination à combattre par tous les moyens le fascisme qui s'instaure au Dahomey ».

Les dix mois de régime du président-gouverneur Zinsou et la situation politique actuelle au Dahomey confirment éloquemment ces conclusions de l'UGEED.

En effet, le nouveau gouverneur du Dahomey déclarait au journal « Jeune Afrique » (numéros 396 du 5-11 août 1968) : « Je veux être un chef qui commande à tous et qui soit obéi de tous ». Cette formule renferme tout son programme de fascisation qui, depuis août 1968, s'est concrétisé par :

## 1) L'organisation de la terreur

Ce sont des assassinats et disparitions insolites.

— La constitution d'une milice et d'une police personnelles par Zinsou.

— La création de la compagnie républicaine d'intervention, forme dahoméenne des C.R.S. de France, ce par l'aide massive et empressée de l'impérialisme français (14 millions CFA).

— La campagne démagogique et les menaces contre les élèves et étudiants, les jeunes, les travailleurs et leurs organisations démocratiques. « Désormais, les rues ne seront plus libres » déclare Zinsou.

## 2) L'intensification de la répression.

— Répression sauvage et barbare en décembre 1968 de la grève des élèves et étudiants dont le seul crime est de revendiquer de meilleures conditions de travail.

— Arrestation arbitraire des responsables d'élèves et étudiants.

— Répression des commerçants de Porto-Novo à la suite d'une manifestation pour protester contre le pont aérien Cotonou-Biafra qui a entraîné la fermeture des frontières daho-nigériennes.

Mais le peuple travailleur ne se laisse ni prendre ni sombrer dans la résignation et c'est là encore la faiblesse du régime. Les travailleurs dahoméens disent non aux mesures anti-sociales, anti-nationales et

anti-populaires du gouvernement Zinsou et de son URD :

Non à la limitation des enfants allocataires.

Non à la réduction des allocation des fonctionnaires.

Non au blocage des avancements.

Non aux révocations arbitraires de la fonction publique.

Non à la suppression des libertés démocratiques.

Ils disent non parce que dans le même temps, les grosses sociétés étrangères (CCDE, CFDT, SOGAB, CAITA, etc.) réalisent et rapatrient impunément de fabuleux bénéfices sur leur dos. Parce que dans le même temps les tenants du régime volent, détournent et vivent dans une opulence insolente.

Les élèves et étudiants Dahoméens dénoncent à l'opinion publique dahoméenne et internationale le fascisme qui est en train d'être installé au Dahomey par le régime Zinsou.

Les élèves et étudiants dahoméens sont prêts à aller sur l'autel des sacrifices pour barrer la route au fascisme et pour chasser l'impérialisme, qu'il s'appelle Américain ou Français.

Tous les jeunes anti-impérialistes s'opposent de toutes leurs forces aux tyrans de notre pays.

Travailleurs dahoméens ou nous vainquons maintenant ou nous sombrons dans la nuit noire du fascisme du président-gouverneur Zinsou. Travailleurs dahoméens, unissons-nous pour faire face promptement et activement au fascisme qui s'instaure au Dahomey.

Mobilisons-nous, organisons-nous pour que, d'un même cœur et comme un seul homme, nous nous levions pour dire :

— Non au « Docteur Duvalier » du Dahomey !

— Non à la répression fasciste !

— A bas la dictature terroriste !

— Respect des libertés démocratiques !

Fait à Paris, le 19 mai 1969.

Le Secrétariat Exécutif de l'Union Générale des Elèves et Etudiants Dahoméens (membre de la FEANF).

## GUADELOUPE

### DECLARATION DU G.O.N.G.

SUR LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES FRANÇAISES DU 1<sup>er</sup> JUIN 1969

Le colonialisme français s'est servi de l'électoratisme pour masquer sa politique de pillage, d'exploitation et d'oppression de notre peuple, et pour donner une apparence légale et démocratique à sa domination dans notre pays.

Acculé par la pression des forces populaires, le colonialisme français a alors utilisé la fraude et la corruption électorales, faisant ainsi des élections une véritable parodie.

Par ailleurs, tout en reconnaissant le droit des peuples à l'autodétermination, la bourgeoisie capitaliste française et les forces colonialistes qui sont à son service étouffent dans le sang la juste revendication nationale du peuple Guadeloupéen et organisent le black-out complet sur la lutte qu'il mène pour son INDEPENDANCE NATIONALE.

Aussi le G.O.N.G. (Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe) dès sa création a rejeté l'électoratisme comme arme politique de la lutte de LIBERATION NATIONALE.

Depuis 1965, le G.O.N.G. a lutté résolument pour l'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE à propos des élections législatives, sénatoriales, présidentielles et à propos des consultations référendaires.

Notre position de principe est que : nous appellerons notre peuple à aller aux urnes seulement le jour où l'impérialisme français sera contraint de reconnaître la juste revendication nationale du peuple Guadeloupéen et que notre peuple pourra se prononcer sur son autodétermination.

Concernant les élections présidentielles françaises de juin 1969, le G.O.N.G. appelle le peuple Guadeloupéen :

— à pratiquer l'ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE,

— à développer la lutte pour la CONQUETE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE.

Cette politique d'abstention révolutionnaire est une arme aux mains des masses exploitées de notre pays indiquant :

— la prise de conscience nationale de notre peuple,

— son engagement résolu et irréversible dans la lutte de LIBERATION NATIONALE et pour l'INDEPENDANCE NATIONALE.

Elle permet en outre de tracer la ligne de démarcation entre les forces rétrogrades guadeloupéennes et leurs valets, et les forces révolutionnaires et progressistes guadeloupéennes.

C'est sur la lancée de la grande victoire remportée au dernier référendum (avril 69) avec 65,3 % d'abstention, que le G.O.N.G. engage cette bataille pour :

— liquider le colonialisme français à la Guadeloupe,

— arracher et consolider l'INDEPENDANCE NATIONALE.

25 mai 1969.

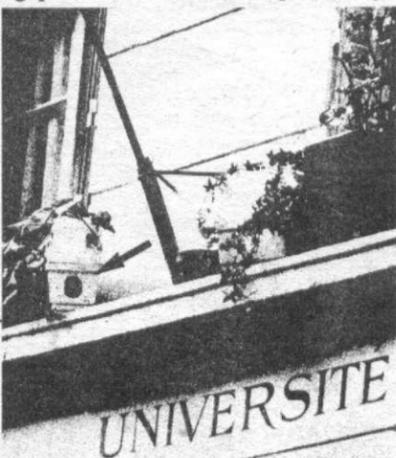
LE G.O.N.G.

## SUR LE FRONT - ETUDIANT -

### Les faits :

Le boycott a commencé le lundi 9 mai. Les piquets de grève se heurtèrent aux révisionnistes de l'U.E. « C. » et aux flics en civil appelés par le recteur. La coordination de l'action extérieure (bruits, chants) et du boycott à l'intérieur amena l'interruption des épreuves et l'ouverture des salles qu'envahirent les militants. Les C.R.S. rentrèrent alors dans l'enceinte universitaire en matraquant le cordon symbolique formé (essentiellement) de professeurs du S.N.E.S.-Sup (gauche). L'après-midi à l'appel de l'U.G.E.A., 800 étudiants, en assemblée générale (les révisionnistes ayant été refoulés à la porte) votèrent la grève des cours.

Dès le mardi, le transfert des candidats dans les lycées de la ville entourés par les C.R.S. et les gardes mobiles, le boycott effectif devint impossible et la mobilisation tourna à vide, sans perspective. Le travail d'explications politiques entrepris sur la ville dès le mercredi (manifestation rapide et meeting place du marché) ne put enrayer



A Paris, à la Maison des examens (rue de l'Abbé-de-l'Épée) les flics ont dissimulé des caméras dans les pots de fleurs pour filmer les étudiants qui boycottent...

## AIX-EN-PROVENCE BOYCOTT DE L'AGREGATION

le pourrissement de la situation sur la faculté et demeura incomplet.

### Nature des concours :

En fait, Agrégation et Capes, concours qui forment la clé de voûte de l'enseignement français ont pour seuls buts :

— la formation d'une caste privilégiée (société des agrégés) ;

— maintien d'un désir de promotion comme une carotte inaccessible pour les autres ;

— essai de catégoriser la lutte des enseignants et de diviser l'action syndicale ;

— économies pour l'état (un quart des professeurs de lycée recrutés comme maîtres auxiliaires en 1967-1968).

En fait, l'élite des capétiens agrégés se recrute sur des critères idéologiques implicites, où le plus souvent joue la conformité de conception du candidat et du jury. En bref sur l'étalage d'une culture encyclopédique, soi-disant hors de tout contexte politique, qui fait de l'agrégé le véhicule culturel privilégié de l'enseignement bourgeois.

### Les enseignements de la lutte :

Pour tirer des enseignements de l'action de boycott il nous faut « diviser un en deux », séparer le positif du négatif.

Les aspects négatifs sont nombreux. Ainsi nous portons en partie la responsabilité de n'avoir pas assez préparé l'action, du manque d'organisation de la lutte, de la sous-estimation relative des possibilités de mobilisation du milieu et de l'absence de perspectives politiques.

Négatif est aussi le fait que les révisionnistes camouflés derrière l'« U.N.E.F.-renouveau » n'aient pas encore été exclus de l'Union locale et qu'il faille à chaque fois lutter contre eux sur le front intérieur de notre propre organisation.

Négative encore l'attitude de la troïka des courants gauchistes (Mouvement du 11 mai, Anarchistes et Cause du Peuple) alors qu'eux mêmes ont été dans l'incapacité de tracer la moindre perspective concrète... si ce

n'est des propositions d'attaques putschistes des centres d'examen ou une démagogie révolte anti-autoritaire contre le collectif de l'U.N.E.F., pour récupérer les mécontents.

Négatif enfin notre isolement tant sur le plan national (rôle nul du B.N. de l'U.N.E.F.) que local.

Les aspects positifs restent cependant dominants. Encore une fois l'action a montré plus vite et dix fois mieux que des dizaines de tracts la liaison entre la répression et la participation et entre l'appareil d'état et l'université bourgeoise. Sont apparus aussi clairement le rôle de la sélection et l'hypocrisie du masque légaliste (copies recueillies malgré des fraudes notoires).

Le boycott a montré la potentialité de la mobilisation et qu'après mai 1968 il serait faux de confondre un reflux passager avec le courant général montant des luttes de classe. Outre une expérience pratique pour les militants la lutte a permis enfin de démasquer une fois de plus les saboteurs révisionnistes (à l'U.N.E.F. et à la section locale du S.N.E.S.-Sup).

La concentration des forces de C.R.S. renouvelle enfin la leçon des barricades parisiennes : la bourgeoisie peut étouffer facilement une lutte en concentrant ses forces de répression. Il faudra donc l'obliger à les disperser tout en concentrant les nôtres.

D'ores et déjà, le boycott montre :

— que l'université est un des fronts de la lutte des classes (même secondaire) et que nous devons y militer ;

— que les luttes universitaires et revendicatives doivent être replacées dans leur cadre politique : la lutte contre l'état monopoliste ;

— qu'il faut rompre l'isolement du mouvement étudiant et travailler à son ralliement au Front Uni anti-monopoliste sous direction de la classe ouvrière réorganisée ;

— qu'on ne peut mener de luttes conséquentes sans tracer avec les révisionnistes une ligne de démarcation totale sur tous les plans.

INFORMATION A LA PRESSE

Notre camarade Raymond Casas, ouvrier métallurgiste, ancien secrétaire politique du P.C.M.L.F., a été victime d'une lâche agression fasciste dans la nuit du 28 au 29 mai 1969. Alors qu'il regagnait son domicile, accompagné de son épouse, il fut agressé dans la cour de son domicile par un homme de main du P.C.F. : André Moreau, « homme à tout faire » des chefs révisionnistes : (René Piquet et Roger Leclerc), respectivement membres du bureau politique et du comité central du parti révisionniste). L'homme de main, armé d'un tranchet en portait plusieurs coups d'une violence inouïe au visage de notre camarade. Ce dernier perdant son sang en abondance fut conduit à l'hôpital de Blois par son épouse. Le docteur de service lui prodigua les soins nécessaires et recousit les plaies les plus profondes du visage. Après ces soins chirurgicaux

et radiographie du crâne, notre camarade a pu rentrer dans sa famille.

A noter que la lame du tranchet, ayant frappé l'arcade sourcillière gauche, manqua de peu de plonger dans l'orbite de notre camarade, ce qui aurait dû avoir des conséquences mortelles. Ainsi donc les nervis social-fascistes du P.C.F. ont-ils tenté de mettre à exécution leur criminelle promesse : « Liquider physiquement l'ouvrier métallurgiste Raymond Casas ». C'est en effet la troisième agression dont est victime notre camarade.

Cette information n'a pourtant été, à notre connaissance, publiée nulle part dans la grande presse française, ce qui révèle bien le caractère de classe, bourgeoise, de la soi-disante « objectivité d'information ».

POURSUIVONS LE JUSTE COMBAT DE GILLES TAUTIN !

« Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification... Mourir pour les intérêts du peuple a plus de poids que le mont Taichan, mais se dépenser au service des fascistes et mourir pour les exploités a moins de poids qu'une plume ».

MAO TSE-TOUNG



L'enterrement de Gilles Tautin.

Un an après le printemps révolutionnaire de 1968, la bourgeoisie s'évertue à réécrire l'histoire de Mai à sa manière. Son but est clair : empêcher à tout prix que soient diffusées dans les masses populaires les précieuses leçons historiques que les militants révolutionnaires ont dégagées dans la lutte de classe et qu'ils ont dû parfois payer de leur sang. Sa première tâche : calomnier l'action des jeunes intellectuels révolutionnaires lycéens et étudiants pendant Mai et depuis Mai, les ridiculiser, tenter de rendre leur action incompréhensible à la classe ouvrière (« Ce sont des vandales, des beatniks, des blousons dorés » et, variante révisionniste, « ce sont des éléments totalement étrangers à la classe ouvrière qui veulent donner des leçons, des provocateurs... »).

On renvoie dos à dos les commandos fascistes qui ont attaqué les lycéens de Louis-le-Grand, blessant grièvement un camarade qui a dû être amputé d'une main, et leur CAL qui les a courageusement repoussés.

Si le mouvement anti-capitaliste des lycéens et étudiants est calomnié et attaqué avec autant d'acharnement par la bourgeoisie et les révisionnistes, c'est qu'il est, malgré ses faiblesses et déviations, comme le disent les camarades albanais, « un mouvement de révolte contre l'impérialisme et le capitalisme qui portent en eux les germes de la guerre et de l'agression et qui s'emploient à former des savants, des techniciens et des cadres au service du capital » (H.R. n° 14).

Mais cette révolte bien que progressiste doit être poussée plus loin. C'est pourquoi les jeunes marxistes-léninistes se sont dressés. A l'exemple des gardes rouges, ils ont étudié les enseignements du président Mao et tenté d'amener la masse des étudiants progressistes à les suivre. Ils ont particulièrement mis en avant les deux grands principes : se lier aux masses toujours plus étroitement et servir le peuple de tout son cœur.

Quand on applique la pensée de Mao Tsé-toung, elle devient une force matérielle formidable. C'est ainsi que lorsqu'a été appris à Paris que les C.R.S. avaient, dans la nuit, envahi l'usine de Flins, qu'ils projetaient de faire reprendre le travail aux grévistes sous la menace des armes, les jeunes n'ont écouté que leur courage : on touchait à leurs frères de classe, ils seraient là aux premiers rangs pour prendre les coups avec les ouvriers, pour les aider à se défendre, à repousser les C.R.S. Parmi cette masse de jeunes, Gilles Tautin, lycéen de 17 ans, militant marxiste-léniniste de l'Union des Jeunes Communistes (marxiste-léniniste) — dissoute depuis.

Jusqu'à son histoire est celle du mouvement révolutionnaire lycéen et étudiant. Mais ce 10 juin 68, notre camarade Gilles est tué à Flins ; poussé dans la rivière par les C.R.S. chargeant, la croix en l'air, aux cris de « Tue ! Tue ! », il meurt noyé. Et après cela les révisionnistes et la bourgeoisie osent encore parler d'excès de violences immodérées des lycéens. Comble de cynisme et de trahison, « l'Humanité » révisionniste titrait : « les commandos Gessmar attaquent les ouvriers des usines Renault de Flins ». Quelques jours plus tard, deux ouvriers de Sochaux, également calomniés par les révisionnistes, mourraient dans le même combat. Notre camarade Gilles Tautin était un lycéen révolutionnaire authentique, mais il n'était pas n'importe quel lycéen, il était marxiste-léniniste. Il a jusqu'à ses plus extrêmes conséquences mis en pratique le mot d'ordre « Oubli total de soi et dévouement au peuple ». Il avait rejoint les rangs de ceux qui, répondant à l'appel mondial du président Mao, ont décidé d'arracher les masses à l'emprise des révisionnistes modernes, les plus grands traîtres de l'histoire. Aujourd'hui, pour nous autres marxistes-léninistes, le combat qu'a mené Gilles Tautin continue. Nous devons, à son exemple, tout faire pour unir le mouvement étudiant à la lutte de la classe ouvrière, combattre pour que le marxisme-léninisme triomphe du révisionnisme et de toutes les idéologies non prolétariennes qui pèsent sur les étudiants et les travailleurs, opposer la juste violence révolutionnaire à la violence de la bourgeoisie et de ses complices et enfin entraîner le peuple sous l'étendard victorieux de la pensée de Mao Tsé-toung.

Non le communisme ce n'est pas la figure de tartuffe bouffi, marquée par des années de traîtrises révisionnistes de Duclos, non le communisme, aujourd'hui, a le visage pur et intrépide de notre camarade Gilles !

« Comment s'y prendre pour déterminer si un jeune est révolutionnaire ou non ? Comment faire la distinction ? Il n'y a qu'un seul critère : ce jeune veut-il se lier aux masses ouvrières et paysannes et se lie-t-il effectivement à elles ? S'il le veut et s'il le fait c'est un révolutionnaire ».

MAO TSE-TOUNG

ELECTORALISME ET TROTSKYSME

(Suite de la première page)

« présentation » aux signatures de 230 « notables » réactionnaires, gaullistes, sociaux-démocrates. Songez camarades, qu'il aura fallu l'autorisation de Pompidou, Mitterrand et Mollet, pour qu'une telle opération puisse se faire. Nous avons dit en d'autres temps que les trotskystes étaient appuyés de très haut, y compris dans la sphère du pouvoir bourgeois. Or il n'est pas impossible que MM. Malraux et David Rousset se soient intéressés à cette candidature.

L'occasion était pour eux tentante et sans risque de « jauger » le potentiel révolutionnaire de Mai 68 (ou ce qu'ils croient tels).

Certains nous disent que le « parrainage » n'est pas la chose essentielle dans cette affaire et que les compromis sont nécessaires (cf. Lénine).

Ce n'est pas notre avis, nous sommes persuadés au contraire qu'il s'agit de la chose essentielle (le parrainage).



— Admettre que tout cela est logique et absolument normal c'est admettre que ce régime est démocratique et qu'il offre effectivement la possibilité de son remplacement pacifique. Les faits comptent plus que les paroles, plus que les écrits. Les paroles s'envolent, les écrits restent, et les faits construisent l'histoire.

C'est admettre en définitive que les révisionnistes et réformistes ont raison, que nous allons tranquillement vers une démocratie réelle, véritable, authentique et « avancée ».

C'est d'ailleurs ce qu'explique le député U.D.R. Moron, de la Haute-Garonne, l'un des supporters de Krivine, lorsqu'il déclare : « Je soutiens sa candidature et j'ai signé pour lui, car nous sommes des démocrates dans un pays démocratique, où chacun doit pouvoir s'exprimer librement, même s'il appartient à l'extrême-opposition ». Ceci dit ajoute ce tartuffe, bien qu'ayant signé pour permettre en toute objectivité à Krivine de s'exprimer, je vote Pompidou et fais campagne pour Pompidou, bien entendu !

Après de telles déclarations largement reproduites, Krivine peut bien lire du Lénine, du Guevara, du Trotsky ou l'Evangile sur les ondes bourgeoises il peut bien opposer tous les démentis possibles sa « vérité » n'aura plus la même saveur, car l'instinct de classe aura joué pour toute la partie saine et consciente de la classe ouvrière.

La camarade Mao nous recommande d'avoir « quelque complexité dans la cervelle », en fait il nous recommande d'aller au fond des choses. Nous devons déjà prévoir par conséquent l'exploitation que ne manqueraient pas de faire les révisionnistes du « parrainage » Krivine. Nous pouvons nous attendre au slogan habituel « gauchistes : agents du pouvoir » avec preuve à l'appui. C'est-à-dire une liste « gratinée » de supporters. Bien entendu, les bonzes révisionnistes n'hésiteront pas un seul instant à jouer « l'amalgame » (gauchistes, trotskystes, maoïstes et autre rrrévolutionnaires) ! etc. C'est essentiellement notre capacité de nous démarquer durant la campagne électorale qui préservera l'avenir.

Ceux de nos camarades, tous nos jeunes sympathisants — et ils sont nombreux — venant au Marxisme-Léninisme, au travers de la pensée moderne qui le continue et l'enrichit, la pensée Mao-tsé-toung, doivent méditer sérieusement les enseignements du Lénine de notre époque. « (VI) Lénine disait entre autre « Pour connaître réellement un objet, il faut embrasser et étudier tous ses aspects, toutes ses liaisons et « médiations ». Nous n'y arriverons jamais intégralement, mais la nécessité de considérer tous les aspects, nous garde des erreurs et de l'engourdissement ».

Nous devons retenir ses paroles, dit Mao, et il ajoute « être superficiel, c'est ne pas tenir compte des particularités de la contradiction dans son ensemble, ni des particularités de chacun de ses aspects, nier la nécessité d'aller au fond des choses et d'étudier minutieusement les particularités de la contradiction, etc. Une telle manière de procéder entraîne toujours des conséquences fâcheuses... Envisager les choses d'une manière unilatérale et superficielle c'est encore du subjectivisme, car dans leur être objectif, les choses sont en fait liées les unes aux autres et possèdent des lois internes ; or il est des gens qui, au lieu de refléter les choses telles qu'elles sont, les considèrent d'une manière unilatérale ou superficielle, sans connaître leur liaison mutuelle ni leurs lois internes. Une telle méthode est donc subjective ».

(De la Contradiction).

— Plus simplement Mao rappelle cette vieille maxime : « Connais ton adversaire et connais-toi toi même, et tu pourras, sans risque, livrer cent batailles ».

R. C.

« N'oubliez jamais la lutte de classe », nous dit Mao avec juste raison, et Lénine explique clairement que les compromis sont de deux sortes : 1) Les compromis nécessaires et involontaires passés avec l'ennemi sous la contrainte et dans une situation de faiblesse, afin de préserver l'avenir en évitant de tout perdre ; 2) les compromis volontaires passés avec des alliés momentanés afin d'élargir notre audience, d'aller vers un but commun, de renforcer le mouvement démocratique en principe dans une situation de force, donc appuyés par les masses.

La définition du compromis selon Lénine, la voici : « On appelle compromis, en politique, l'abandon de certaines revendications, d'une partie de ces revendications, en vertu d'un accord avec un autre parti ». (Lénine « Au sujet des compromis », œuvres, tome 25, septembre 1917).

Or ce qui est essentiel pour nous dans le cas Krivine, c'est qu'il s'agit d'un compromis volontaire non nécessaire passé avec le Parti de la bourgeoisie. Nous entendons non nécessaire pour la classe ouvrière pour le peuple travailleur bien entendu, car pour la bourgeoisie ce compromis actuel est nécessaire et bénéfique, cela lui permet d'avoir un visage « absolument démocratique », un masqué « sans bavures » ; le rideau du théâtre électoral pouvait se lever le 14 mai, car tous les acteurs sans exception étaient en place, pas un seul ne manquait.

Tous les courants politiques étaient représentés y compris le courant partisan de la violence révolutionnaire. Voilà qui est parfait, mais parfait en apparence seulement et dans la mesure où la bourgeoisie donne sa caution au « gauchiste » de son choix.